



Demande de Proposition : 100021893

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Par courriel :

nc-solicitations-gd@hrsdcc-rhdcc.gc.ca
(Grandeur limite – 13MB)

À l'attention:
Ekaterina Suvorova

Titre: Mieux comprendre les Canadiens pour améliorer l'expérience client - SaaS	
Sollicitation N°.: 100021893	Date : 22 juin, 2023
N° de dossier :	
<u>L'invitation prend fin</u> À 02 :00 PM / 14 h <i>Le 18 juillet, 2023</i>	Fuseau horaire Heure normale de l'est (HNE)
Adresser toutes questions à : Ekaterina Suvorova at nc-solicitations-gd@hrsdcc.gc.ca	
Destination : Précisé dans les présentes	

DEMANDE DE PROPOSITION

Proposition à: Emploi et développement social Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté le Roi du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Instructions : Voir aux présentes

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Raison sociale et adresse du fournisseur/entrepreneur :	
N°. de télécopieur :	
N°. de téléphone :	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) :	
Nom :	
Titre :	
Signature:	Date:



Demande de Proposition : 100021893

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1 INTRODUCTION.....	4
1.2 SOMMAIRE	4
1.3 COMPTE RENDU	5
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	6
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	6
2.2 ANCIEN FONCTIONNAIRE.....	12
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	13
2.4 LOIS APPLICABLES	13
2.5 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AUX BESOINS PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	14
2.6 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	14
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	15
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	15
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	17
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	17
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION.....	17
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	19
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	19
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	19
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	20
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	20
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	21
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	21
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	22
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	22
7.4 DURÉE DU CONTRAT	22
7.5 RESPONSABLES	23
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES.....	24
7.7 PAIEMENT.....	24
7.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	25
7.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	25
7.10 LOIS APPLICABLES	25
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	26
7.12 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN OU ENTREPRENEUR ÉTRANGER) (A DÉTERMINER LORS DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT).....	26
7.13 ASSURANCES	26
7.14 CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES	26
7.15 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	27
ANNEXE « A »	28
EDSC - CONDITIONS GÉNÉRALES (2022-12-01)	28
ANNEXE « B » ÉNONCÉ DES TRAVAUX	44
ANNEXE « C » BASE DE PAIEMENT	53



ANNEXE « D » FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES	54
ANNEXE « E » INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	56
ANNEXE « F » ENTENTE DE NIVEAU DE SERVICE (ENS).....	57
PIÈCE JOINTE 1 À LA PARTIE 3 - BARÈME DE PRIX.....	58
PIÈCE JOINTE 1 À LA PARTIE 4 « CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS »	59
1 CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES.....	59
1.1 GRILLE FLEXIBLE POUR LES RESSOURCES	66
2. CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS	68



PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent les Conditions générales, l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, les exigences en matière d'assurance, le formulaire d'autorisation de tâches, l'entente de niveau de service.

Les pièces jointes comprennent la pièce jointe 1 à la partie 3 « Barème des prix » et la pièce jointe 1 à la partie 4 « Critères d'évaluation des soumissions ».

1.2 Sommaire

- 1.2.1 La présente demande de soumissions est lancée pour satisfaire à l'exigence de la division Perspective des clients et intelligence d'affaires d'Emploi et Développement social Canada (le « client ») pour un abonnement à une solution de logiciel en tant que service (SaaS), y compris un ensemble complet et à jour de variables de données comprenant les attributs sociaux, démographiques, comportementaux et psychographiques canadiens, et le soutien, la formation et les services d'analyse de données. En vertu du contrat qui en découle, l'entrepreneur devra également fournir des services professionnels sur demande pour un soutien supplémentaire et l'analyse des données.
- 1.2.2 Cette demande vise l'attribution d'un seul contrat. La durée du contrat est d'un an. La date de début des services sera une fois que l'évaluation de sécurité aura été terminée et que les services auront été acceptés. L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus trois périodes supplémentaires d'une année chacune, selon les mêmes conditions
- 1.2.3 L'exigence est assujettie aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALC), l'Accord de libre-échange Canada-Chili, l'Accord global et progressif de partenariat transpacifique (CPTPP), l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), l'Accord de libre-échange Canada-Honduras, l'Accord de libre-échange Canada-Corée, l'Accord de libre-échange Canada-Panama, l'Accord de libre-échange Canada-Pérou, l'Accord sur la continuité des échanges entre le Canada et le Royaume-Uni (ACC), l'Accord de libre-échange Canada-



Ukraine, l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), s'il est en vigueur.

- 1.2.4 Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.



PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

2.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – soumission

1. La *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (la « Politique ») en vigueur à la date d'émission de la demande de soumissions ainsi que toutes les directives connexes en vigueur à cette date sont incorporées par renvoi à la demande de soumissions et en font partie intégrante. Le soumissionnaire doit respecter la Politique et les directives, lesquelles se trouvent à l'adresse suivante : [*Politique d'inadmissibilité et de suspension*](#).
2. En vertu de la Politique, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) suspendra ou pourrait suspendre un fournisseur ou déterminer son inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada si lui, ses affiliés ou ses premiers sous-traitants sont accusés et reconnus coupables de certaines infractions, et autres circonstances. La liste des fournisseurs inadmissibles et suspendus figure dans la base de données sur l'intégrité de TPSGC. La Politique décrit la façon de présenter une demande de renseignements concernant l'inadmissibilité ou la suspension de fournisseurs.
3. En plus de tout autre renseignement exigé dans la demande de soumissions, le soumissionnaire doit fournir ce qui suit :
 - a. dans les délais prescrits dans la Politique, tous les renseignements exigés dans la Politique qui sont décrits dans la section intitulée « Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un contrat immobilier »;
 - b. avec sa soumission, une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration de l'intégrité, qui se trouve à l'adresse suivante : [*Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement*](#).
4. Conformément au paragraphe 5, en présentant une soumission en réponse à la présente demande de soumissions, le soumissionnaire atteste :
 - a. qu'il a lu et qu'il comprend la [*Politique d'inadmissibilité et de suspension*](#);
 - b. qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Politique, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la Politique;
 - c. qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès du soumissionnaire ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
 - d. qu'il a fourni avec sa soumission une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique;
 - e. qu'aucune des infractions criminelles commises au Canada ni aucune autre circonstance décrite dans la Politique et susceptible d'entraîner une détermination d'inadmissibilité ou de suspension ne s'appliquent à lui, à ses affiliés ou aux premiers sous-traitants qu'il propose;
 - f. qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.
5. Lorsqu'un soumissionnaire est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe 4, il doit soumettre avec sa soumission un formulaire de déclaration de l'intégrité dûment rempli, lequel se trouve à l'adresse [*Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement*](#).
6. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans une attestation ou une déclaration



sont faux ou trompeurs, à quelque égard que ce soit. Si, après l'attribution du contrat le Canada établit que le soumissionnaire a fourni une attestation ou une déclaration fausse ou trompeuse, il pourrait résilier le contrat pour manquement. Conformément à la Politique, le Canada pourrait également déterminer que le soumissionnaire est inadmissible à l'attribution d'un contrat parce qu'il a fourni une attestation ou une déclaration fausse ou trompeuse.

2.1.2 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Conformément à la [Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux](#) (L.C. 1996, ch. 16), les instructions, les clauses et les conditions identifiées dans la demande de soumissions et le contrat subséquent par un numéro, une date et un titre sont incorporées par renvoi et font partie intégrante de la demande de soumissions et du contrat subséquent comme si elles y étaient formellement reproduites.

2.1.3 Définition de soumissionnaire

Le terme « soumissionnaire » désigne la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui dépose une soumission pour l'exécution d'un contrat de biens, de services ou les deux. Le terme ne comprend pas la société mère, les filiales ou autres affiliées du soumissionnaire, ni ses sous-traitants.

2.1.4 Présentation des soumissions

1. Les soumissions doivent être présentées uniquement à Emploi et développement social Canada (EDSC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit ou adresse courriel indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.
2. Les soumissionnaires doivent s'assurer que la taille de leurs courriels ne dépasse pas 13 Mo, afin d'éviter les problèmes de transmission. Pour des raisons de sécurité, les renseignements fournis sur une clé USB ne seront pas évalués.
3. Le Canada exige que chaque soumission, à la date et à l'heure de clôture de la demande de soumissions ou sur demande de l'autorité contractante, soit signée par le soumissionnaire ou par son représentant autorisé. Si une soumission est présentée par une coentreprise, elle doit être conforme à l'article 2.1.15.
4. Il appartient au soumissionnaire :
 - a. de demander des précisions sur les exigences contenues dans la demande de soumissions, au besoin, avant de déposer sa soumission;
 - b. de préparer sa soumission conformément aux instructions contenues dans la demande de soumissions;
 - c. de déposer une soumission complète au plus tard à la date et à l'heure de clôture de la demande de soumissions;
 - d. de faire parvenir sa soumission uniquement à l'adresse courriel) indiquée à la page 1;
 - e. de veiller à ce que le nom du soumissionnaire, l'adresse de l'expéditeur, le numéro de la demande de soumissions ainsi que la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions soient clairement indiqués dans la soumission; et
 - f. de fournir une soumission claire et suffisamment détaillée, contenant tous les renseignements demandés concernant les prix, afin de permettre une évaluation complète conformément aux critères établis dans la demande de soumissions.
5. Le Canada diffusera les avis de projet de marché (APM), les demandes de soumissions et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une demande de soumissions ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada affichera toutes les modifications, incluant les demandes de renseignements importantes reçues ainsi que les réponses, au moyen du SEAOG. Il appartient entièrement au soumissionnaire de consulter de façon régulière le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour. Le Canada ne sera pas responsable et



n'assumera aucune responsabilité quant au manquement de la part du soumissionnaire à consulter les mises-à-jour sur le SEAOG, ni de l'utilisation des services d'avis offerts par un tiers.

6. Les soumissions seront valables pendant au moins 90 jours à compter de la date de clôture de la demande de soumissions, à moins d'avis contraire dans la demande de soumissions. Le Canada se réserve le droit de demander par écrit une prolongation de cette période à tous les soumissionnaires qui déposent des soumissions recevables, dans un délai d'au moins 3 jours avant la fin de la période de validité des soumissions. Si tous les soumissionnaires qui ont déposé des soumissions recevables acceptent de prolonger cette période, le Canada continuera d'évaluer les soumissions. Si cette prolongation n'est pas acceptée par tous les soumissionnaires qui ont déposé des soumissions recevables, le Canada, à sa seule et entière discrétion, continuera d'évaluer les soumissions des soumissionnaires qui auront accepté la prolongation ou annulera la demande de soumissions.
7. Les documents de soumission et les renseignements à l'appui peuvent être présentés en français ou en anglais.
8. Les soumissions reçues à la date et à l'heure de clôture stipulées ou avant deviendront la propriété du Canada et ne seront pas retournées à leur expéditeur. Toutes les soumissions seront traitées comme des documents confidentiels, sous réserve des dispositions de la [Loi sur l'accès à l'information](#) (L.R., 1985, ch. A-1) et de la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#) (L.R., 1985, ch. P-21).
9. Sauf indication contraire dans la demande de soumissions, le Canada évaluera uniquement la documentation qui accompagnera la soumission du soumissionnaire. Le Canada n'évaluera pas l'information telle les renvois à des adresses de sites Web où l'on peut trouver de l'information supplémentaire, ou les manuels ou les brochures techniques qui n'accompagnent pas la soumission.
10. Une soumission ne peut pas être cédée ou transférée, que ce soit en tout ou en partie.

2.1.5 Soumissions déposées en retard

Le Canada renverra ou supprimera les soumissions livrées après la date et l'heure de clôture stipulées dans la demande de soumissions, à moins que ces soumissions ne soient considérées comme des soumissions retardées selon les circonstances énoncées à l'article 2.1.6.

Les soumissions physiques déposées en retard seront renvoyées et les soumissions transmises électroniquement, en retard, seront supprimées.

2.1.6 Capacité juridique

Le soumissionnaire doit avoir la capacité juridique de contracter. Si le soumissionnaire est une entreprise à propriétaire unique, une société de personnes ou une personne morale, il doit fournir, à la demande de l'autorité contractante, une déclaration et toutes les pièces justificatives demandées indiquant les lois en vertu desquelles son entreprise est incorporée ou enregistrée, ainsi que sa dénomination sociale et son lieu d'affaires. Ce qui précède s'applique également si le soumissionnaire est une coentreprise.

2.1.7 Droits du Canada

Le Canada se réserve le droit :

- a. de rejeter l'une quelconque ou la totalité des soumissions reçues en réponse à la demande de soumissions;
- b. de négocier avec les soumissionnaires n'importe quel aspect de leur soumission;
- c. d'accepter une soumission en totalité ou en partie, sans négociation;
- d. d'annuler la demande de soumissions à n'importe quel moment;
- e. d'émettre de nouveau la demande de soumissions;
- f. si aucune soumission recevable n'est reçue et que le besoin n'est pas modifié substantiellement, d'émettre de nouveau la demande de soumissions en invitant uniquement les soumissionnaires qui ont soumissionné, à soumissionner de nouveau dans un délai indiqué par le Canada; et



Demande de Proposition : 100021893

- g. de négocier avec le seul soumissionnaire qui a déposé une soumission recevable pour s'assurer que le Canada profitera du meilleur rapport qualité/prix.

2.1.8 Rejet d'une soumission

1. Le Canada peut rejeter une soumission dans l'un des cas suivants :
 - a. le soumissionnaire est assujéti à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs, ce qui le rend inadmissible pour déposer une soumission pour répondre au besoin;
 - b. un employé ou un sous-traitant proposé dans la soumission est soumis à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs, ce qui rendrait l'employé ou un sous-traitant inadmissible pour déposer une soumission pour répondre au besoin ou à la partie du besoin que l'employé ou le sous-traitant exécuterait;
 - c. le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une période prolongée;
 - d. des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées, à la satisfaction du Canada, à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant proposé dans la soumission;
 - e. des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, le soumissionnaire, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
 - f. dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le gouvernement du Canada :
 - i. le Canada a exercé ses recours contractuels de suspension ou de résiliation pour inexécution à l'égard d'un contrat attribué au soumissionnaire ou à l'un quelconque de ses employés ou sous-traitants proposés dans la soumission;
 - ii. le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire en vertu d'autres contrats, notamment l'efficacité et la qualité dans l'exécution des travaux, ainsi que la mesure dans laquelle le soumissionnaire a respecté les clauses et les conditions contractuelles dans l'exécution des travaux, est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.
2. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission pour des motifs tels que ceux exposés à l'alinéa 1(f), l'autorité contractante le fera savoir au soumissionnaire et lui donnera un délai de 10 jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission.
3. Le Canada se réserve le droit de procéder à un examen plus approfondi, en particulier lorsque plusieurs soumissions provenant d'un seul soumissionnaire ou d'une coentreprise sont reçues en réponse à une demande de soumissions. Le Canada se réserve le droit :
 - a. de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des soumissions présentées par un seul soumissionnaire ou par une coentreprise si l'inclusion de ces soumissions dans le processus d'évaluation risque de compromettre l'intégrité et l'impartialité du processus;
 - b. de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des soumissions présentées par un seul soumissionnaire ou une coentreprise si l'inclusion de ces soumissions dans le processus d'approvisionnement risque de fausser les résultats de l'évaluation, menant à des résultats qui n'auraient pas raisonnablement été attendus dans les conditions existantes du marché ou qui n'offrent pas un bon rapport qualité-prix pour le Canada.

2.1.9 Communications en période de soumission

Afin d'assurer l'intégrité du processus d'appel à la concurrence, toutes les demandes de renseignements, et autres communications ayant trait à la demande de soumissions doivent être adressées uniquement à l'autorité



Demande de Proposition : 100021893

contractante dont le nom est indiqué dans la demande soumissions. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

Afin d'assurer l'uniformité et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, les demandes de renseignements importantes reçues ainsi que les réponses, seront affichées au moyen du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). Pour de plus amples renseignements, consulter le paragraphe 3 de l'article 2.1.4.

2.1.10 Justification des prix

Lorsque la soumission d'un soumissionnaire est la seule soumission déclarée recevable, le soumissionnaire doit fournir, à la demande du Canada, un ou plusieurs des documents suivants pour justifier le prix :

- a. la liste de prix publiée courante, indiquant l'escompte, en pourcentage, offert au Canada; ou
- b. une copie des factures payées pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux vendus à d'autres clients; ou
- c. une ventilation des prix indiquant le coût de la main-d'oeuvre directe, des matières directes et des articles achetés, les frais généraux des services techniques et des installations, les frais généraux globaux et administratifs, les coûts de transport, etc., et le bénéfice; ou
- d. des attestations de prix ou de taux; ou
- e. toutes autres pièces justificatives demandées par le Canada.

2.1.11 Coûts relatifs aux soumissions

Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une soumission en réponse à la demande de soumissions. Le soumissionnaire sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une soumission, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de sa soumission.

2.1.12 Déroutement de l'évaluation

1. Lorsque le Canada évalue les soumissions, il peut, sans toutefois y être obligé, effectuer ce qui suit :
 - a. demander des précisions ou vérifier l'exactitude de certains renseignements ou de tous les renseignements fournis par les soumissionnaires relatifs à la demande de soumissions;
 - b. communiquer avec l'une ou toutes les personnes citées en référence pour vérifier et attester l'exactitude des renseignements fournis par les soumissionnaires;
 - c. demander, avant l'attribution d'un contrat, des renseignements précis sur la situation juridique des soumissionnaires;
 - d. examiner les installations, les capacités techniques, administratives et financières des soumissionnaires pour déterminer s'ils sont en mesure de répondre aux exigences énoncées dans la demande de soumissions;
 - e. corriger toute erreur dans le calcul des prix totaux des soumissions en utilisant les prix unitaires et toute erreur de quantités indiquées dans les soumissions en fonction des quantités précisées dans la demande de soumissions; en cas d'erreur dans le calcul des prix, le prix unitaire sera retenu.
 - f. vérifier tous les renseignements fournis par les soumissionnaires en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers;
 - g. interviewer, aux propres frais des soumissionnaires, tout soumissionnaire et(ou) une ou des personnes qu'ils proposent pour répondre aux exigences de la demande de soumissions.



2. Les soumissionnaires disposeront du nombre de jours établi par l'autorité contractante pour se conformer à la demande concernant tout item ci-haut mentionné. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

2.1.13 Coentreprise

1. Une coentreprise est une association d'au moins deux parties qui regroupent leurs fonds, leurs biens, leurs connaissances, leur expertise ou d'autres ressources dans une entreprise commerciale conjointe, parfois appelé consortium, pour déposer ensemble une soumission pour un besoin. Les soumissionnaires qui soumissionnent à titre de coentreprise doivent indiquer clairement qu'ils forment une coentreprise et fournir les renseignements suivants :
 - a. le nom de chaque membre de la coentreprise;
 - b. le numéro d'entreprise-appvisionnement de chaque membre de la coentreprise;
 - c. le nom du représentant de la coentreprise, c'est-à-dire le membre choisi par les autres membres pour les représenter, s'il y a lieu;
 - d. le nom de la coentreprise, s'il y a lieu.
2. Si les renseignements contenus dans la soumission ne sont pas clairs, le soumissionnaire devra fournir les renseignements à la demande de l'autorité contractante.
3. La soumission et tout contrat subséquent doivent être signés par tous les membres de la coentreprise à moins qu'un membre ait été nommé pour représenter tous les membres de la coentreprise. L'autorité contractante peut, en tout temps, demander à chaque membre de la coentreprise de confirmer que le représentant a reçu les pleins pouvoirs pour agir à titre de représentant pour les fins de la demande de soumissions et tout contrat subséquent. Si un contrat est attribué à une coentreprise, tous ses membres seront conjointement et solidairement responsables de l'exécution du contrat subséquent.

2.1.14 Conflit d'intérêts / Avantage indu

1. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les soumissionnaires sont avisés que le Canada peut rejeter une soumission dans les circonstances suivantes :
 - a. le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la demande de soumissions ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts.
 - b. le Canada juge que le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la demande de soumissions qui n'étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires et que cela donne ou semble donner au soumissionnaire un avantage indu.
2. Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la demande de soumissions (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur du soumissionnaire ou crée un conflit d'intérêts. Ce soumissionnaire demeure cependant assujéti aux critères énoncés plus haut.
3. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément au présent article, l'autorité contractante prévendra le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la demande de soumissions. En soumissionnant, le soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

2.1.15 Intégralité de l'ensemble du besoin



Demande de Proposition : 100021893

Les documents de demande de soumissions comprennent l'ensemble des exigences se rapportant à la demande de soumissions. Toute autre information ou tout autre document fourni au soumissionnaire ou obtenu par lui auprès de qui que ce soit n'est pas pertinent. Les soumissionnaires ne devraient pas présumer que des pratiques utilisées dans des contrats antérieurs vont continuer, à moins qu'elles soient décrites dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires ne devraient pas non plus présumer que leurs capacités actuelles rencontrent les exigences de la demande de soumissions simplement parce qu'elles rencontraient des exigences antérieures.

2.1.16 Autres renseignements

Pour obtenir d'autres renseignements, les soumissionnaires peuvent s'adresser à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la demande de soumissions.

2.1.17 Code de conduite pour l'approvisionnement – soumission

Selon le [*Code de conduite pour l'approvisionnement*](#), les soumissionnaires doivent répondre aux demandes de soumissions de façon honnête, équitable et exhaustive, rendre compte avec exactitude de leur capacité de satisfaire aux exigences énoncées dans les demandes de soumissions et les contrats subséquents, et présenter des soumissions et conclure des contrats que s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations prévues au contrat. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il se conforme au [*Code de conduite pour l'approvisionnement*](#). Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

2.2 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définitions

Aux fins de cette clause :

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [*Loi sur la gestion des finances publiques*](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [*Loi sur la pension de la fonction publique*](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [*Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [*Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [*Loi sur la continuation de la pension des services de défense*](#), 1970, ch. D-3, à la [*Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [*Loi sur les allocations de retraite des*](#)



Demande de Proposition : 100021893

parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2019-01 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.



Note à l'attention des soumissionnaires : À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 5 jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.



PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent le nom et l'adresse complets de leur entreprise, une adresse courriel, ainsi que le nom et le numéro de téléphone de la personne-ressource.

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes et dans des fichiers séparés, comme suit :

Section I: Soumission technique, 1 copie électronique par courriel;

Section II: Soumission financière, 1 copie électronique par courriel;

Section III: Attestations, 1 copie électronique par courriel.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires utilisent un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions lors de la préparation de leur soumission.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec le barème de prix décrit à la pièce jointe 1 de la partie 3.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe «F» Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe «F» Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

Section III : Attestations



Demande de Proposition : 100021893

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.



PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Les critères techniques obligatoires et les critères techniques cotés sont inclus dans Pièce jointe 1 à la partie 4 « Critères d'évaluation des soumissions ».

4.1.2 Évaluation financière

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

4.1.3 Démonstration

Le Canada se réserve le droit, mais n'aura aucune obligation, de demander au soumissionnaire classé au premier rang (établi après l'évaluation financière) d'effectuer une démonstration de toute caractéristique, fonctionnalité et capacité décrite dans la demande de soumissions ou dans la soumission, afin d'en vérifier la conformité aux exigences de cette demande de soumissions. Si une démonstration est exigée, elle doit être effectuée, sans frais pour le Canada, virtuellement, comme convenu avec l'autorité contractante. Le Canada donnera un avis d'au moins cinq jours ouvrables avant la date fixée pour la démonstration. La démonstration devra se faire durant les heures normales de travail déterminées par l'autorité contractante. Malgré la soumission écrite, si le Canada détermine pendant une démonstration que la solution proposée par le soumissionnaire ne satisfait pas aux exigences obligatoires de cette demande de soumissions, la soumission sera déclarée irrecevable. À la suite d'une démonstration, le Canada peut réduire la note accordée à un soumissionnaire pour toute exigence cotée si cette démonstration ne valide pas la note attribuée à la soumission en fonction de l'offre écrite. La note accordée à un soumissionnaire ne peut augmenter à la suite d'une démonstration. S'il réduit la note du soumissionnaire à la suite de la démonstration, le Canada procédera à un nouveau classement des soumissionnaires.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix 70/30

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
 - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
 - c. obtenir le nombre minimal de points requis spécifié à l'annexe "H".
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 70% sera accordée au mérite technique et une proportion de 30% sera accordée au prix.



Demande de Proposition : 100021893

4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 70%.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 30%.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.
8. Si deux soumissions recevables ou plus obtiennent une note identique (nombre total de points) et que cette note est déterminée comme étant la note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix, le soumissionnaire qui a obtenu la note la plus haute sur le plan du mérite technique sera recommandé pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 70/30 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement.] Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (70%) et du prix (30%)

		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		115/135	89/135	92/135
Prix évalué de la soumission		\$55,000.00	\$50,000.00	\$45,000.00
Calculs	Note pour le mérite technique	$115/135 \times 70 = 59.63$	$89/135 \times 70 = 46.15$	$92/135 \times 70 = 47.70$
	Note pour le prix	$45/55 \times 30 = 24.55$	$45/50 \times 30 = 27.00$	$45/45 \times 30 = 30.00$
Note combine		84.18	73.15	77.7
Évaluation globale		1	3	2

9. Les soumissionnaires devraient noter que l'attribution des contrats est assujettie au processus d'approbation interne du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si le soumissionnaire peut avoir été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera émis uniquement si l'approbation interne est obtenue, conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.



PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.



PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

L'entrepreneur doit satisfaire aux exigences en matière de sécurité énoncées à la Partie 7 - Clauses contractuelles qui en découlent.



PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe «B».

7.1.1 Autorisation de tâches

Une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat.

7.1.1.1 Processus d'autorisation de tâches

1. Le chargé de projet fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du formulaire « Autorisation de tâches » de l'annexe « D ».
2. L'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans les 14 jours civils suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au chargé de projet le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par chargé de projet. L'entrepreneur reconnaît qu'avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.

7.1.1.2 Limite d'autorisation de tâches

Toute autorisation de tâche à émettre doit être autorisée par le chargé de projet et l'autorité contractante avant son émission.

7.1.1.3 Rapports d'utilisation périodiques – contrats avec autorisations de tâches

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les mois à l'autorité contractante.

Les périodes mensuelles sont définies par la période allant du premier jour au dernier jour de chaque mois inclusivement.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les sept (7) jours civils suivant la fin de la période de référence.



Demande de Proposition : 100021893

Exigence en matière de rapport - Explications

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier doit comprendre:

Pour chaque AT autorisée:

- i. le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- ii. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- iii. le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, excluant les taxes applicables;
- iv. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;
- v. dates de début et de fin de chaque AT autorisée;
- vi. l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

Pour toutes les AT autorisées:

- i. Le montant (excluant les taxes applicables) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;
- ii. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

7.1.1.4 Obligation du Canada – portion des travaux réalisés au moyen d'autorisations de tâches

L'obligation du Canada à l'égard de la portion des travaux qui est réalisée en vertu du contrat au moyen d'autorisations de tâches est limitée au montant total des tâches effectivement réalisées par l'entrepreneur.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

Les conditions générales – EDSC (2022-04-07) à l'annexe « A », s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

[4006](#) (2010-08-16) L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

Le Canada effectuera une évaluation de la sécurité avec la collaboration de l'entrepreneur pour s'assurer que la solution de l'entrepreneur est conforme aux points indiqués à la section 5.0 Contraintes de l'énoncé des travaux. Si la solution de l'entrepreneur n'est pas conforme, le Canada peut résilier le contrat ou exiger qu'il soit corrigé aux frais du contacteur avant d'accepter le service. Aucun paiement pour l'abonnement à une solution n'est dû en vertu du Contrat à moins que les Services ne soient acceptés.

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Période du contrat

La durée du contrat est d'un an. La date de début des services sera une fois que l'évaluation de sécurité aura été terminée et que les services auront été acceptés.

Remarque : Lors de l'acceptation des services, cet article sera modifié pour modifier les dates.

7.4.2 Option de prolongation du contrat



Demande de Proposition : 100021893

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus trois périodes supplémentaires d'une année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins quinze jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Québec ou du Labrador devra faire l'objet de marchés distincts attribués en dehors du contrat.

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est: (À déterminer à l'attribution du contrat)

Nom : _____

Titre : _____

Emploi et développement social Canada

Direction : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est : (À déterminer à l'attribution du contrat)

Nom : _____

Titre : _____

Emploi et Développement social Canada

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur (À déterminer à l'attribution du contrat)

Nom : _____

Titre : _____

Compagnie : _____

Adresse : _____



Demande de Proposition : 100021893

Téléphone : ___ - ___ - _____

Courriel : _____

7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Paiement

7.7.1 Base de paiement – Abonnement Annuel

7.7.1.1 Base de paiement - Prix unitaire ferme pour les abonnements de la solution de logiciel en tant que service (SaaS)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix unitaire ferme conformément à la Base de paiement, dans l'annexe C. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.7.1.2 Méthode de paiement - Paiement anticipé - Abonnements annuels

Le Canada paiera l'entrepreneur à l'avance pour les travaux si :

- a. une facture exacte et complète et tout autre document requis par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation fournies dans le contrat ;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada.

7.7.2 Base de paiement – Autorisations de tâches

7.7.2.1 Base de paiement – Services professionnels

L'entrepreneur sera payé pour les travaux spécifiés dans l'autorisation de tâches autorisée, conformément à la base de paiement de l'annexe C, article 2 - Services professionnels.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'autorisation de tâches autorisée ne doit pas dépasser la limite de dépenses précisée dans l'autorisation de tâches autorisée. Les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité du Canada ou du prix des travaux spécifiés dans l'autorisation de tâches autorisée résultant de changements de conception, de modifications ou d'interprétations des travaux ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été autorisés, par écrit, par l'autorité contractante avant leur incorporation aux travaux.

7.7.2.2 Limite des dépenses - Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat **pour toutes les autorisations de tâches autorisées**, y compris toutes révisions, ne doit pas dépasser la somme de



_____ \$ (sera inséré à l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches, y compris toutes révisions,selon la première de ces conditions à se présenter.
4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.7.2.3 Modalités de paiement – Paiement mensuel - Autorisations de tâches

Le Canada paiera l'entrepreneur chaque mois pour les travaux complétés pendant le mois visé par la facture conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.7.3 Paiement électronique de factures – contrat

Le gouvernement du Canada passe du paiement par chèque au dépôt direct, un virement de fonds électronique dans votre compte bancaire. Le dépôt direct est plus rapide, plus pratique et plus sûr. Inscrivez-vous au dépôt direct ou mettez à jour les renseignements bancaires qui sont déjà à votre dossier en faisant parvenir le [formulaire d'inscription au dépôt direct](#) à l'adresse électronique suivante : nc-cfob-dgapf-fournis-vendors-gd@hrscd-rhdcc.gc.ca

7.8 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

7.9 Attestations et renseignements supplémentaires

7.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.



7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires : [4006](#) (2010-08-16) L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux s'appliquent au contrat et en font partie intégrante;
- (c) l'Annexe « A », EDSC - Conditions générales (2022-12-01);
- (d) l'Annexe « B », Énoncé des travaux;
- (e) l'Annexe « C », Base de paiement;
- (f) l'Annexe « D », les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- (g) l'Annexe « E », Instruments de paiement électronique;
- (h) l'Annexe « F », Accords de niveau de service;
- (i) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

7.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien **OU** entrepreneur étranger) (A déterminer lors de l'attribution du contrat)

L'entrepreneur doit se conformer aux exigences canadiennes en matière d'immigration relatives aux ressortissants étrangers qui doivent séjourner temporairement au Canada pour exécuter le contrat. Si l'entrepreneur souhaite embaucher un ressortissant étranger pour travailler au Canada, pour exécuter le contrat, il devrait communiquer immédiatement avec le bureau régional de Service Canada le plus près, pour obtenir des renseignements sur les exigences de Citoyenneté et Immigration Canada en ce qui concerne la délivrance d'un permis de travail temporaire à un ressortissant étranger. L'entrepreneur doit acquitter tous les frais occasionnés par suite de la non-conformité aux exigences en matière d'immigration.

OU

L'entrepreneur doit se conformer aux exigences canadiennes en matière d'immigration relatives aux ressortissants étrangers qui doivent séjourner temporairement au Canada pour exécuter le contrat. Si l'entrepreneur souhaite embaucher un ressortissant étranger pour travailler au Canada, pour exécuter le contrat, il devrait communiquer immédiatement avec l'ambassade, le consulat ou le haut-commissariat du Canada le plus rapproché dans son pays, pour obtenir des instructions et de l'information sur les exigences de Citoyenneté et Immigration Canada et tous les documents nécessaires. L'entrepreneur doit s'assurer que les ressortissants étrangers reçoivent tous les documents, instructions et autorisations nécessaires avant d'exécuter des travaux dans le cadre du contrat au Canada. L'entrepreneur doit acquitter tous les frais occasionnés par suite de la non-conformité aux exigences en matière d'immigration.

7.13 Assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

7.14 Considérations environnementales

Dans le cadre de la Stratégie pour un gouvernement vert, le gouvernement s'engage à faciliter la transition vers une économie zéro émissions nettes et circulaire au moyen de l'approvisionnement écologique fondé sur les principes d'évaluation du cycle de vie, ainsi que l'adoption de technologies propres et de produits et services écologiques. Afin de soutenir les efforts du ministère visant à réduire les émissions de dioxyde de carbone du Canada, dans la mesure du possible, l'entrepreneur devrait suivre les mesures suivantes afin d'améliorer sa performance environnementale et encourager la transition vers une économie à faibles émissions de carbone :



- a. Fournir et transmettre les ébauches de rapports, les rapports finaux et les soumissions en format électronique. Si des documents papier sont requis, ceux-ci devront être imprimés recto-verso en noir et blanc, par défaut.
- b. Fournir le matériel imprimé sur du papier ayant une teneur minimale en matières recyclées de 30 % et/ou certifié comme provenant d'une forêt à gestion durable.
- c. Recycler les documents imprimés qui ne servent plus (en se conformant aux exigences relatives à la sécurité).
- d. Utiliser, dans la mesure du possible, la vidéoconférence ou la téléconférence afin de réduire les déplacements inutiles au minimum.
- e. Utiliser le transport en commun/écologique, dans la mesure du possible.
- f. Utiliser des établissements ayant une cote écologique, incluant les lieux d'hébergement lors des déplacements.
- g. Prendre des actions afin de réduire la quantité de carburant utilisée par ses véhicules. Cela inclut, par exemple, des dispositions telles que la promotion de bons comportements au volant (ex. ne pas laisser le moteur en marche au ralenti, diminuer sa vitesse au volant, encourager les initiatives en matière de covoiturage et les habitudes de conduite écologiques, etc.) et acheter des véhicules à consommation réduite et hybrides.
- h. Choisir et opérer de l'équipement de TI et de bureau d'une manière réduisant la consommation d'énergie et l'usage matériel.
- i. Utiliser et/ou fournir des biens de consommation qui minimisent les impacts environnementaux à travers la réduction, le recyclage, la récupération et l'élimination des emballages.

7.15 Règlement des différends

- a. Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- b. Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- c. Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- d. Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».



ANNEXE « A »

EDSC - CONDITIONS GÉNÉRALES (2022-12-01)

Table des matières

- 01 Interprétation
- 02 Clauses et conditions uniformisées
- 03 Pouvoirs du Canada
- 04 Situation juridique de l'entrepreneur
- 05 Exécution des travaux
- 06 Contrats de sous-traitance
- 07 Spécifications
- 08 Remplacement d'individus spécifiques
- 09 Rigueur des délais
- 10 Retard justifiable
- 11 Inspection et acceptation des travaux
- 12 Présentation des factures
- 13 Taxes
- 14 Frais de transport
- 15 Responsabilité du transporteur
- 16 Période de paiement
- 17 Intérêt sur les comptes en souffrance
- 18 Conformité aux lois applicables
- 19 Droit de propriété
- 20 Droits d'auteur
- 21 Traduction de la documentation
- 22 Confidentialité
- 23 Biens de l'État
- 24 Responsabilité
- 25 Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances
- 26 Modification et renonciations
- 27 Cession
- 28 Suspension des travaux
- 29 Manquement de la part de l'entrepreneur
- 30 Résiliation pour raisons de commodité
- 31 Vérification
- 32 Droit de compensation
- 33 Avis
- 34 Conflits d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique pour la fonction publique
- 35 Pots-de-vin ou conflits
- 36 Prorogation
- 37 Dissociabilité
- 38 Successeurs et cessionnaires
- 39 Honoraires conditionnels
- 40 Sanctions internationales
- 41 Dispositions relatives à l'intégrité – contrat
- 42 Harcèlement en milieu de travail
- 43 Exhaustivité de la convention
- 44 Accès à l'information
- 45 Code de conduite pour l'approvisionnement – contrat



01 Interprétation

Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

« **articles de convention** » désigne les clauses et conditions reproduites en entier ou incorporées par renvoi à partir du guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* pour former le corps du contrat; cela ne comprend pas les présentes conditions générales, les conditions générales supplémentaires, les annexes, la soumission de l'entrepreneur, ou tout autre document;

« **autorité contractante** » désigne la personne désignée comme tel dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur, pour représenter le Canada dans l'administration du contrat;

« **biens de l'État** » désigne tout ce qui est fourni à l'entrepreneur par ou pour le Canada, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est payé par le Canada en vertu du contrat;

« **Canada** », « **Couronne** », « **Sa Majesté** » ou « **État** » désigne Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représentée par le ministre d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre;

« **contrat** » désigne les articles de convention, les présentes conditions générales, toutes conditions générales supplémentaires, annexes et tout autre document intégré par renvoi, tous tels que modifiés de temps à autre avec le consentement des parties;

« **coût** » désigne le coût établi conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 en vigueur à la date de la demande de soumissions ou, s'il n'y a pas eu de demande de soumissions, à la date du contrat;

« **coût estimatif total** », « **coût estimatif révisé** », « **augmentation (diminution)** » à la page 1 du contrat ou modification au contrat signifie un montant utilisé à des fins administratives internes seulement qui comprend le prix contractuel, ou le prix contractuel révisé, ou le montant qui augmenterait ou diminuerait le prix contractuel et les taxes applicables, conformément à l'évaluation de l'autorité contractante; il ne s'agit pas d'une opinion fiscale de la part du Canada;

« **entrepreneur** » désigne la personne, l'entité ou les entités dont le nom figure au contrat pour fournir au Canada des biens, des services ou les deux;

« **partie** » désigne le Canada ou l'entrepreneur ou tout autre signataire du contrat;

« **parties** » désigne l'ensemble de ceux-ci;

« **prix contractuel** » désigne la somme mentionnée au contrat payable à l'entrepreneur pour les travaux, excluant les taxes applicables;

« **spécifications** » désigne la description des exigences essentielles, fonctionnelles ou techniques liées aux travaux, y compris les procédures permettant de déterminer si les exigences ont été respectées.

« **taxes applicables** » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1^{er} avril 2013;

« **travaux** » désigne les activités, services, biens, équipements, choses et objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir en vertu du contrat.

02 Clauses et conditions uniformisées



Demande de Proposition : 100021893

Conformément à la [Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux](#), L.C. 1996, ch. 16, les clauses et conditions identifiées par un numéro, une date et un titre dans le contrat sont incorporées par renvoi et font partie intégrante du contrat comme si elles y étaient formellement reproduites.

03 Pouvoirs du Canada

Tous les droits, recours, pouvoirs et pouvoirs discrétionnaires accordés ou acquis par le Canada en vertu du contrat ou d'une loi sont cumulatifs et non exclusifs.

04 Situation juridique de l'entrepreneur

L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant engagé par le Canada pour exécuter les travaux. Rien dans le contrat n'a pour objet de créer un partenariat, une coentreprise ou mandat entre le Canada et l'autre ou les autres parties. L'entrepreneur ne doit se présenter à quiconque comme un agent ou un représentant du Canada. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur doit effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

05 Exécution des travaux

1. L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :
 - a. il a la compétence pour exécuter les travaux;
 - b. il dispose de tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'œuvre, la technologie, l'équipement et les matériaux; et
 - c. il a les qualifications nécessaires, incluant la connaissance, les aptitudes, le savoir faire et l'expérience, et l'habileté de les utiliser efficacement pour exécuter les travaux.
2. L'entrepreneur doit :
 - a. exécuter les travaux de manière diligente et efficace;
 - b. sauf pour les biens de l'État, fournir tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux;
 - c. au minimum, appliquer les procédures d'assurance de la qualité et effectuer les inspections et les contrôles généralement utilisés et reconnus dans l'industrie afin d'assurer le degré de qualité exigé en vertu du contrat;
 - d. sélectionner et engager un nombre suffisant de personnes qualifiées;
 - e. exécuter les travaux conformément aux normes de qualité jugées acceptables par le Canada et en pleine conformité avec les spécifications et toutes les exigences du contrat;
 - f. surveiller la réalisation des travaux de façon efficiente et efficace en vue de s'assurer que la qualité de leur exécution est conforme à celle énoncée dans le contrat.
3. Les travaux ne doivent pas être exécutés par des personnes qui, de l'avis du Canada, sont incompetentes ou ne se sont pas conduites convenablement ou de façon appropriée.
4. Tous les services rendus en vertu du contrat devront, au moment de l'acceptation, libres de vices d'exécution et qu'ils satisfont aux exigences du présent contrat. Si l'entrepreneur doit corriger ou remplacer les travaux ou une partie de ceux-ci, il le fait à ses frais.
5. L'entrepreneur ne peut pas utiliser les installations, l'équipement ou le personnel du Canada pour exécuter les travaux à moins que le contrat le prévoie explicitement. L'entrepreneur doit le faire savoir d'avance à l'autorité contractante s'il doit avoir accès aux installations, à l'équipement ou au personnel du Canada pour exécuter les travaux. L'entrepreneur doit accepter de se conformer, et doit voir à ce que ses employés et ses sous-traitants se conforment, à tous les ordres permanents, mesures de sécurité, politiques et autres règles en vigueur à l'emplacement des travaux.
6. L'entrepreneur ne doit pas arrêter ou suspendre l'exécution des travaux ou d'une partie des travaux en attendant le règlement de toute dispute entre les parties concernant le contrat, sauf lorsque l'autorité contractante lui ordonne de le faire en vertu de l'article 28.



7. L'entrepreneur doit fournir tous les rapports exigés en vertu du contrat et toute autre information que le Canada peut raisonnablement exiger de temps à autre.
8. L'entrepreneur est entièrement responsable de l'exécution des travaux. Le Canada ne sera pas responsable des effets négatifs ou des coûts supplémentaires si l'entrepreneur suit tout conseil donné par le Canada, sauf si l'autorité contractante fournit le conseil par écrit à l'entrepreneur incluant une déclaration dégageant expressément l'entrepreneur de toute responsabilité quant aux effets négatifs ou aux coûts supplémentaires pouvant découler de ces conseils.

06 Contrats de sous-traitance

1. À l'exception de ce qui est prévu au paragraphe 2, l'entrepreneur doit obtenir le consentement écrit de l'autorité contractante avant de sous-traiter ou de permettre la sous-traitance de toute partie des travaux. Un contrat de sous-traitance comprend un contrat conclu par un sous-traitant à tout échelon en vue d'exécuter toute partie des travaux.
2. L'entrepreneur n'est pas obligé d'obtenir un consentement pour des contrats de sous-traitance expressément autorisés dans le contrat. L'entrepreneur peut également, sans le consentement de l'autorité contractante :
 - a. acheter des produits courants en vente libre dans le commerce, ainsi que des articles et des matériaux produits par des fabricants dans le cours normal de leurs affaires;
 - b. sous-traiter toute partie des travaux qu'il est d'usage de sous-traiter dans l'exécution de contrats semblables; et
 - c. permettre à ses sous-traitants à tout échelon d'effectuer des achats ou de sous-traiter comme le prévoient les alinéas a) et b).
3. Pour tout autre contrat de sous-traitance qui n'est pas visé à l'alinéa 2.a), l'entrepreneur doit s'assurer, sauf avec le consentement écrit de l'autorité contractante, que le sous-traitant soit lié par des conditions qui sont compatibles avec celles du contrat et qui, de l'avis de l'autorité contractante, ne sont pas moins avantageuses pour le Canada que les conditions du contrat. Cela exclut les exigences du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi qui ne s'appliquent qu'à l'entrepreneur.
4. Le consentement donné à la conclusion d'un contrat de sous-traitance ne libère pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat et n'a pas pour effet d'engager la responsabilité du Canada envers un sous-traitant. L'entrepreneur demeure entièrement responsable des affaires ou choses faites ou fournies par tout sous-traitant en vertu du contrat ainsi que de la rémunération des sous-traitants pour toute partie des travaux qu'ils effectuent.

07 Spécifications

1. Toute spécification fournie par le Canada ou au nom du Canada à l'entrepreneur en relation avec le contrat appartient au Canada et ne doit être utilisée par l'entrepreneur qu'en vue d'exécuter les travaux.
2. Si le contrat stipule que les spécifications fournies par l'entrepreneur doivent être approuvées par le Canada, cette approbation ne relève pas l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

08 Remplacement d'individus spécifiques

1. Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié au contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés pour la sélection de l'entrepreneur et être acceptable pour le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de l'individu et fournir :



- a. le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience; et
 - b. la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.
3. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

09 Rigueur des délais

Il est essentiel que les travaux soient exécutés dans les délais prévus au contrat.

10 Retard justifiable

1. Le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de toute obligation prévue au contrat à cause d'un événement qui :
 - a. est hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur;
 - b. ne pouvait raisonnablement avoir été prévu;
 - c. ne pouvait raisonnablement avoir été empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur; et
 - d. est survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur.

sera considéré un « retard justifiable » si l'entrepreneur informe l'autorité contractante de la survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en prend connaissance. L'entrepreneur doit de plus informer l'autorité contractante, dans les 15 jours ouvrables, de toutes les circonstances reliées au retard et soumettre à l'approbation de l'autorité contractante un plan de redressement clair qui détaille les étapes que l'entrepreneur propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard.

2. Toute date de livraison ou autre date qui est directement touchée par un retard justifiable sera reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard justifiable.
3. Toutefois, au bout de 30 jours ou plus de retard justifiable, l'autorité contractante peut, par avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement qui a contribué au retard justifiable. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
4. Le Canada ne sera pas responsable des frais engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est attribuable à l'omission du Canada de s'acquitter d'une de ses obligations en vertu du contrat.
5. Si le contrat est résilié en vertu du présent article, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur livre au Canada, selon les modalités et dans les mesures prescrites par l'autorité contractante, toutes les parties complétées des travaux qui n'ont pas été livrées ni acceptées avant la résiliation, de même que tout ce que l'entrepreneur a acquis ou produit expressément dans l'exécution du contrat. Le Canada paiera l'entrepreneur :
 - a. la valeur, calculée en fonction du prix contractuel, incluant la quote-part du profit ou des honoraires de l'entrepreneur inclus dans le prix contractuel, de l'ensemble de toutes les parties des travaux complétés qui sont livrés et acceptés par le Canada, et
 - b. le coût de l'entrepreneur que le Canada juge raisonnable en ce qui concerne toute autre chose livrée au Canada et acceptée par ce dernier.



Le total des sommes versées par le Canada en vertu du contrat jusqu'à sa résiliation et toutes sommes payables en vertu du présent paragraphe ne doivent pas dépasser le prix contractuel.

11 Inspection et acceptation des travaux

1. Tous les travaux sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. L'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du contrat. Le Canada aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'entrepreneur.
2. L'entrepreneur doit permettre aux représentants du Canada, en tout temps durant les heures de travail, d'accéder à tous les lieux où toute partie des travaux est exécutée. Les représentants du Canada peuvent procéder à leur gré à des examens et à des vérifications. L'entrepreneur doit fournir toute l'aide, les locaux, tous les échantillons, pièces d'essai et documents que les représentants du Canada peuvent raisonnablement exiger pour l'exécution de l'inspection. L'entrepreneur doit expédier lesdits échantillons et pièces d'essai à la personne ou à l'endroit indiqué par le Canada.
3. L'entrepreneur doit inspecter et approuver toute partie des travaux avant de le soumettre pour acceptation ou livraison au Canada. L'entrepreneur doit tenir un registre des inspections à la fois précis et complet qu'il doit mettre à la disposition du Canada, sur demande. Les représentants du Canada peuvent tirer des copies et des extraits des registres pendant l'exécution du contrat et pendant une période maximale de trois ans après la fin du contrat.

12 Présentation des factures

1. Les factures doivent être soumises, au nom de l'entrepreneur, au Chargé de projet ou Responsable technique identifié au contrat. L'entrepreneur doit présenter des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer uniquement au présent contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.
2. Les factures doivent contenir :
 - a. la date, le nom et l'adresse du client, les numéros d'articles ou de référence, les biens livrables/la description des travaux, le numéro du contrat et le ou les codes financiers;
 - b. des renseignements sur les dépenses (comme le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire, les tarifs horaires fermes, le niveau d'effort et les sous-contrats, selon le cas) conformément à la base de paiement, excluant les taxes applicables;
 - c. les déductions correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu;
 - d. le report des totaux, s'il y a lieu; et
 - e. s'il y a lieu, le mode d'expédition avec la date, le numéro de cas et de pièce ou de référence, les frais d'expédition et tous les autres frais supplémentaires.
3. Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans toutes les factures, ainsi que les numéros d'inscription correspondant émis par les autorités fiscales. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels les taxes applicables ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tels sur toutes les factures.
4. En présentant une facture, l'entrepreneur atteste que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

13 Taxes

1. Les ministères et organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.
2. Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions de l'article sur la présentation de factures. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux



approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.

3. L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, comme pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
4. Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le prix contractuel, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification pour augmenter le prix contractuel si un avis public assez détaillé de la modification a été donné avant la date de clôture de la soumission qui aurait pu permettre à l'entrepreneur de calculer les effets de cette modification.
5. Retenue d'impôt de 15 p. 100 – Agence du revenu du Canada
En vertu de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), 1985, ch. 1 (5^e suppl.) et le [Règlement de l'impôt sur le revenu](#), le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'[Agence du revenu du Canada](#). Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

14 Frais de transport

Si des frais de transport sont payables par le Canada en vertu du contrat et que l'entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires pour le transport, les envois doivent être effectués par le moyen de transport le plus direct et le plus économique, selon les méthodes normales d'expédition. Ces frais doivent figurer séparément sur la facture.

15 Responsabilité du transporteur

La politique du gouvernement fédéral voulant qu'il assume ses propres risques exclut le paiement de frais d'assurances ou de taxation à la valeur pour le transport au-delà du point de transfert du droit de propriété sur les biens au gouvernement fédéral (selon le point FAB ou Incoterms). Lorsque l'entrepreneur est en mesure d'accroître la responsabilité du transporteur sans frais supplémentaires, il doit avoir recours à cette responsabilité accrue pour l'envoi.

16 Période de paiement

1. La période normale de paiement du Canada est de 30 jours. La période de paiement est calculée à compter de la date de réception d'une facture dont le format et le contenu sont acceptables conformément au contrat, ou la date de réception des travaux dans un état acceptable tel qu'exigé au contrat, selon la plus tardive des deux dates. Un paiement est considéré en souffrance le 31^e jour suivant cette date, et des intérêts seront calculés automatiquement, conformément à l'article 17.
2. Si le contenu de la facture et les renseignements connexes nécessaires ne sont pas conformes au contrat, ou si les travaux fournis ne sont pas dans un état acceptable, le Canada avisera l'entrepreneur dans les 15 jours suivant la réception. La période de paiement de 30 jours débute à la réception de la facture révisée ou à la réception des travaux corrigés ou remplacés. Le défaut du Canada d'aviser l'entrepreneur dans les 15 jours n'aura pour conséquence que la date stipulée au paragraphe 1 servira uniquement à calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

17 Intérêt sur les comptes en souffrance

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :



« **date de paiement** » désigne la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada afin de payer une somme exigible en vertu du contrat;

« **en souffrance** » désigne la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible conformément au contrat;

« **taux d'escompte** » désigne le taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel la Banque du Canada consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;

« **taux moyen** » désigne la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement;

2. Le Canada versera à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par an, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement inclusivement. L'entrepreneur n'est pas tenu d'aviser le Canada pour que l'intérêt soit payable.
3. Le Canada versera des intérêts conformément à cet article seulement si le Canada est responsable du retard à payer l'entrepreneur. Le Canada ne versera pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

18 Conformité aux lois applicables

1. L'entrepreneur doit se conformer aux lois applicables à l'exécution du contrat. Sur demande raisonnable du Canada, l'entrepreneur doit fournir une preuve de conformité aux lois applicables.
2. L'entrepreneur doit obtenir et tenir à jour à ses propres frais tous les permis, licences, approbations réglementaires et certificats exigés pour l'exécution des travaux. Sur demande de l'autorité contractante, il doit remettre au Canada une copie de tout permis, licence, approbation réglementaire ou certification exigé.

19 Droit de propriété

1. Sauf disposition contraire dans le contrat, le droit de propriété sur les travaux ou toute partie des travaux appartient au Canada dès leur livraison et leur acceptation par ou pour le compte du Canada.
2. Toutefois lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur à l'égard des travaux, notamment au moyen de paiements progressifs ou d'étape, le droit de propriété relié aux travaux ainsi payés est transféré au Canada au moment du paiement. Ce transfert du droit de propriété ne constitue pas l'acceptation des travaux ou de toute partie des travaux par le Canada ni ne relève l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.
3. Malgré tout transfert du droit de propriété, l'entrepreneur est responsable de toute perte ou endommagement des travaux ou toute partie des travaux jusqu'à la livraison au Canada conformément au contrat. Même après la livraison, l'entrepreneur demeure responsable de toute perte ou endommagement causé par l'entrepreneur ou tout sous-traitant.
4. Lorsque le droit de propriété sur les travaux ou une partie des travaux est transféré au Canada, l'entrepreneur doit établir, à la demande du Canada, que ce titre est libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude et signer les actes de transfert s'y rapportant et les autres documents nécessaires pour parfaire le titre qu'exige le Canada.

20 Droits d'auteur

Dans cette section, le mot « **matériel** » désigne tout ce qui est créé par l'entrepreneur dans le cadre du travail prévu au contrat, qui doit, selon le contrat, être livré au Canada, et qui est protégé par un droit d'auteur. Le mot « matériel » ne comprend pas quelque chose qui a été créé par l'entrepreneur avant la date du contrat.



Demande de Proposition : 100021893

Le Canada est titulaire du droit d'auteur sur le matériel, et l'entrepreneur doit apposer sur le matériel le symbole du droit d'auteur et l'un ou l'autre des avis qui suivent : © Sa Majesté le Roi du chef du Canada (année) ou © His Majesty the King in right of Canada (year).

L'entrepreneur ne doit pas utiliser, copier, divulguer ou publier quelque matériel que ce soit, sauf si cela est nécessaire à l'exécution du contrat. L'entrepreneur doit signer l'acte de transfert et les autres documents relatifs au droit d'auteur sur le matériel qui sont exigés par le Canada.

L'entrepreneur devra fournir, à la demande du Canada, une renonciation écrite permanente aux droits moraux, de forme acceptable pour le Canada, de la part de chaque auteur qui a contribué au matériel. Dans les cas où l'entrepreneur est l'auteur du matériel, il renonce définitivement à ses droits moraux relativement au matériel.

21 Traduction de la documentation

L'entrepreneur convient que le Canada peut traduire dans l'autre langue officielle toute documentation qui lui a été livrée par l'entrepreneur et qui n'appartient pas au Canada en vertu de l'article 20. L'entrepreneur reconnaît que le Canada est propriétaire de la traduction et qu'il n'a aucune obligation de fournir une traduction à l'entrepreneur. Le Canada convient que toute traduction doit comprendre tout avis de droit d'auteur et tout avis de droit de propriété qui faisait partie de l'original. Le Canada reconnaît que l'entrepreneur n'est pas responsable des erreurs techniques ou d'autres problèmes qui pourraient être causés par la traduction.

22 Confidentialité

1. L'entrepreneur doit garder confidentiel tous les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada relativement aux travaux, y compris les renseignements confidentiels ou les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle dont sont titulaires des tiers, ainsi que ceux qu'il conçoit, génère ou produit à l'occasion de l'exécution des travaux lorsque le droit d'auteur ou tout autre droit de propriété intellectuelle sur ceux-ci appartient au Canada en vertu du contrat. L'entrepreneur ne doit pas divulguer de tels renseignements sans l'autorisation écrite du Canada. L'entrepreneur peut divulguer à un sous-traitant tous les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance, à la condition que le sous-traitant s'engage à les garder confidentiels et à ne les utiliser que pour exécuter le contrat de sous-traitance.
2. L'entrepreneur consent à n'utiliser les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada qu'aux seules fins du contrat. L'entrepreneur reconnaît que ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou du tiers, selon le cas. Sauf disposition contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit remettre, à la fin des travaux prévus au contrat ou à la résiliation du contrat ou à tout autre moment antérieur à la demande du Canada, tous ces renseignements ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note dans lesquels figurent ces renseignements.
3. Sous réserve de la [Loi sur l'accès à l'information](#), L.R., 1985, ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada selon le contrat de communiquer ou de divulguer, le Canada ne doit pas communiquer ou divulguer en dehors du gouvernement du Canada aucune information livrée au Canada en vertu du contrat qui appartient à l'entrepreneur ou un sous-traitant.
4. Les obligations des parties prévues au présent article ne s'étendent pas aux renseignements suivants :
 - a. ceux mis à la disposition du public par une autre source que l'autre partie; ou
 - b. ceux communiqués à une partie par une autre source que l'autre partie, sauf lorsque la partie sait que la source s'est engagée envers l'autre partie à ne pas les communiquer; ou
 - c. ceux produits par une partie sans utiliser les renseignements de l'autre partie.
5. Dans la mesure du possible l'entrepreneur doit indiquer ou marquer tout renseignement protégé par des droits de propriété intellectuelle qui ont été livrés au Canada en vertu du contrat comme étant la « propriété de (nom de l'entrepreneur), utilisations permises au gouvernement en vertu du contrat no (inscrire le numéro du contrat) d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) ». Le Canada n'est pas responsable de l'utilisation ou de la divulgation non autorisée des renseignements qui auraient pu être ainsi marqués ou identifiés et qui ne l'ont pas été.



6. Si le contrat, les travaux ou tout renseignement mentionné au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL, PROTÉGÉ, COSMIC TRÈS SECRET, OTAN SECRET, OTAN CONFIDENTIEL ou OTAN RESTREINT établie par le Canada, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures qui sont raisonnablement nécessaires à la sauvegarde du matériel ainsi identifié, incluant les mesures que prévoient le Manuel de la sécurité des contrats de TPSGC et ses suppléments ainsi que les autres directives du Canada.
7. Si le contrat, les travaux ou un renseignement visé au paragraphe 1 sont identifiés TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL, PROTÉGÉ, COSMIC TRÈS SECRET, OTAN SECRET, OTAN CONFIDENTIEL ou OTAN RESTREINT par le Canada, les représentants du Canada peuvent, à des fins de sécurité, inspecter les locaux de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant à tout échelon de la sous-traitance à tout moment pendant la durée du contrat. L'entrepreneur doit se conformer et faire en sorte que tout sous-traitant se conforme aux directives écrites du Canada relativement à tout matériel ainsi identifié, notamment en exigeant que ses employés ou ceux d'un sous-traitant signent et fournissent une déclaration concernant les vérifications de fiabilité, les autorisations de sécurité et autres mesures.

23 Biens de l'État

1. L'entrepreneur doit utiliser les biens de l'État aux seules fins de l'exécution du contrat et ces biens demeurent la propriété du Canada. L'entrepreneur doit tenir un registre comptable adéquat de tous les biens de l'État et, si possible, les identifier comme des biens appartenant au Canada.
2. L'entrepreneur doit prendre soin, de manière raisonnable et adéquate, de tous les biens de l'État dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.
3. Tous les biens de l'État qui ne sont pas intégrés aux travaux doivent être retournés au Canada sur demande. Tous les résidus et toutes les matières de rebut, les articles ou choses qui sont des biens de l'État demeurent la propriété du Canada et l'entrepreneur ne peut en disposer que conformément aux directives du Canada, sauf disposition contraire dans le contrat.
4. À la fin du contrat et sur demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir au Canada l'inventaire de tous les biens de l'État se rapportant au contrat.

24 Responsabilité

L'entrepreneur est responsable de tout dommage causé par l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents au Canada ou à tout tiers. Le Canada est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses agents à l'entrepreneur ou à tout tiers. Les parties conviennent qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans les articles de convention. Les dommages comprennent les blessures causées à des personnes (y compris les blessures entraînant le décès) ou la perte ou l'endommagement de biens (y compris les biens immobiliers) causés par ou durant l'exécution du contrat.

25 Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances.

1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.
2. Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais



juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.

3. L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que :
 - a. le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou
 - b. le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant ou autre documentation); ou
 - c. l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou
 - d. l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.
4. Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants :
 - a. prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou
 - b. modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou
 - c. reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en œuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

26 Modification et renonciations

1. Pour être en vigueur, toute modification du contrat doit être faite par écrit par l'autorité contractante et le représentant autorisé de l'entrepreneur.
2. Bien que l'entrepreneur puisse discuter de modifications proposées aux travaux avec d'autres représentants du Canada, ce dernier n'assumera le coût de toute modification que si elle est intégrée au contrat conformément au paragraphe 1.
3. Une renonciation n'est valable, ne lie les parties et ne modifie leurs droits que lorsqu'elle est faite par écrit par l'autorité contractante, dans le cas d'une renonciation du Canada, et par le représentant autorisé de l'entrepreneur, dans le cas d'une renonciation de l'entrepreneur.



4. La renonciation par une partie à exercer un recours pour inexécution de toute condition du contrat ne doit pas être interprétée comme une renonciation pour toute inexécution subséquente et en conséquence n'empêchera pas cette partie d'exiger l'exécution de cette condition lors d'une inexécution subséquente.

27 Cession

1. L'entrepreneur ne peut céder le contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Toute cession effectuée sans avoir obtenu ce consentement est nulle et sans effet. La cession entrera en vigueur suite à l'exécution d'une entente de cession signée par les parties et le cessionnaire.
2. La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat et n'impose aucune responsabilité au Canada.

28 Suspension des travaux

1. L'autorité contractante peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre ou arrêter les travaux ou une partie des travaux prévus au contrat et ce, pour une période d'au plus de 180 jours. L'entrepreneur doit se conformer sans délai à l'ordre de suspension de manière à minimiser les frais liés à la suspension. Pendant la durée visée par l'ordre de suspension, l'entrepreneur ne peut enlever les travaux ou une partie des travaux des lieux où ils se trouvent sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Au cours de la période de 180 jours, l'autorité contractante doit soit annuler l'ordre ou résilier le contrat, en totalité ou en partie, conformément à l'article 29, ou à l'article 30.
2. Lorsqu'un ordre est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être remboursé des coûts supplémentaires engagés en raison de la suspension des travaux, majorés d'un profit juste et raisonnable, à moins que l'autorité contractante ne résilie le contrat à cause d'un manquement de la part de l'entrepreneur ou que celui-ci ne renonce au contrat.
3. En cas d'annulation d'un ordre de suspension donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur doit reprendre dès que possible les travaux conformément au contrat. Si la suspension a empêché l'entrepreneur de respecter une date de livraison stipulée dans le contrat, la date d'exécution de la partie du contrat touchée par la suspension est reportée du nombre de jours équivalant à la période de suspension ainsi que du nombre de jours que l'autorité contractante estime nécessaire à l'entrepreneur, après consultation avec celui-ci, pour reprendre les travaux, le cas échéant. Les justes redressements seront apportés, au besoin, aux conditions du contrat qui sont touchées.

29 Manquement de la part de l'entrepreneur

1. Si l'entrepreneur manque à l'une de ses obligations prévues au contrat, l'autorité contractante peut, après avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour manquement. La résiliation entrera en vigueur immédiatement ou à l'expiration du délai prévu dans l'avis si l'entrepreneur n'a pas, dans le délai prévu, remédié au manquement selon les exigences de l'autorité contractante.
2. Si l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, l'autorité contractante peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier sans délai le contrat ou une partie du contrat pour manquement.
3. Si le Canada donne un avis prévu aux paragraphes 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus au présent article. L'entrepreneur demeure redevable envers le Canada des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'augmentation du coût, pour le Canada, de l'exécution des travaux par quelqu'un d'autre. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.



4. Dès la résiliation du contrat conformément au présent article, l'autorité contractante peut exiger de l'entrepreneur qu'il remette au Canada, de la manière et dans la mesure qu'elle précise, toute partie des travaux exécutés et qui n'a pas été livrée et acceptée avant la résiliation, ainsi que tout ce que l'entrepreneur a acquis ou produit spécialement aux fins d'exécuter le contrat. Dans ce cas, moyennant la déduction de toute créance du Canada envers l'entrepreneur découlant du contrat ou de la résiliation, le Canada paiera à l'entrepreneur ou portera à son crédit :
 - a. la valeur, calculée à partir du prix contractuel, y compris la quote-part du profit ou de la rémunération de l'entrepreneur compris dans le prix contractuel, des parties des travaux qui ont été complétées et livrées au Canada et que le Canada a acceptées; et
 - b. le coût, pour l'entrepreneur, que le Canada juge raisonnable à l'égard de toute autre chose qui a été livrée au Canada et que le Canada a acceptée.

Les sommes versées par le Canada en vertu du contrat, jusqu'à la résiliation, et les sommes payables en vertu du présent paragraphe ne doivent jamais dépasser, au total, le montant du prix contractuel.

5. Le titre de propriété sur tout ce qui est payé à l'entrepreneur appartient au Canada au moment où le paiement est effectué, à moins qu'il n'appartienne déjà au Canada en vertu d'une autre disposition du contrat.
6. Si le contrat est résilié pour manquement en vertu du paragraphe 1 et que l'on détermine plus tard que la résiliation pour manquement n'était pas fondée, l'avis sera considéré constituer un avis de résiliation pour raisons de commodité émis en vertu du paragraphe 1 de l'article 30.

30 Résiliation pour raisons de commodité

1. L'autorité contractante peut, à tout moment avant la fin des travaux, en donnant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour des raisons de commodité. Une fois un tel avis de résiliation donné, l'entrepreneur doit se conformer aux exigences prévues dans l'avis de résiliation. Si le contrat est résilié en partie seulement, l'entrepreneur doit poursuivre l'exécution des travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. La résiliation prendra effet immédiatement ou, le cas échéant, au moment prévu dans l'avis de résiliation.
2. Si un avis de résiliation est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur aura le droit d'être payé les coûts raisonnablement et dûment engagés pour l'exécution du contrat compte tenu qu'il n'a pas déjà été payé ou remboursé par le Canada. L'entrepreneur accepte qu'on lui paie uniquement les sommes suivantes :
 - a. sur la base du prix contractuel, pour toute partie des travaux complétés qui ont été inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été complétés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
 - b. le coût, engagé par l'entrepreneur majoré d'un profit juste et raisonnable qui sera déterminé par le Canada conformément aux dispositions concernant le profit à l'article [10.65. Calcul du profit des contrats négociés](#) du Guide des approvisionnements de TPSGC, pour toute partie des travaux entamés et inachevés, avant la date de l'avis de résiliation. L'entrepreneur renonce à tous profits concernant toute partie du contrat résiliée; et
 - c. les frais liés à la résiliation des travaux engagés par l'entrepreneur, à l'exclusion du coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'entrepreneur est légalement obligé de leur verser.
3. Le Canada peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de toute partie des travaux, si après inspection, elle ne satisfait pas aux exigences du contrat.
4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de



dommages-intérêts, compensation, perte de profit, intérêts, indemnité découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

31 Vérification

1. Pour permettre au Canada de déterminer si les travaux ont été exécutés et que le prix facturé pour les travaux est conforme aux modalités du contrat et si le meilleur rapport qualité-prix a été obtenu pour le Canada, l'entrepreneur doit tenir des registres complets et exacts du coût estimatif et réel des travaux.
2. Ces dossiers comprennent tous les appels d'offres, les devis, les contrats, la correspondance, les documents sources pour les écritures comptables tels que les feuilles de calcul Excel ou autres feuilles de calcul sous forme numérique et lisible par machine (pas de copies PDF), les livres et registres des écritures comptables initiales, les feuilles de travail, les feuilles de calcul et autres documents à l'appui des affectations de coûts, des calculs, des rapprochements et des hypothèses faites par l'entrepreneur en relation avec le contrat. Les copies ne sont généralement pas acceptables et ne peuvent être utilisées que lorsque les originaux ne sont pas disponibles en raison de circonstances inhabituelles, par exemple un incendie, une inondation ou un vol.
3. L'entrepreneur doit établir et maintenir un système comptable qui permet au Canada d'identifier facilement ces documents.
4. Ces dossiers doivent être mis à la disposition du Canada ou des personnes désignées pour agir au nom du Canada, sur demande, pour examen, pendant les heures normales d'ouverture au bureau ou à la place d'affaires de l'entrepreneur. Si aucun lieu de ce type n'est disponible, les dossiers financiers, ainsi que les documents de référence et les pièces justificatives, doivent être fournis aux fins d'examen à une date et dans un lieu convenant au Canada.
5. L'entrepreneur doit conserver ces dossiers en tout temps pendant la durée du contrat et pendant une période de sept ans après avoir reçu le dernier paiement au titre du contrat, ou jusqu'au règlement de toutes les réclamations et de tous les litiges en cours, selon la dernière éventualité.
6. Le Canada et ses représentants autorisés ont le droit d'examiner, de faire des copies ou de tirer des extraits de tous les documents, peu importe le format dans lequel ils sont conservés, qui concernent le présent contrat tenus ou gérés par l'entrepreneur, y compris, mais sans s'y limiter, les documents conservés par l'entrepreneur, ses employés, représentants, successeurs et sous-traitants.
7. L'entrepreneur doit obliger tous les sous-traitants à tous les niveaux et toutes les autres personnes contrôlées directement ou indirectement par lui ou qui lui sont affiliées à respecter les exigences de cette clause au même titre que lui.

32 Droit de compensation

Sans restreindre tout droit de compensation accordé par la loi, le Canada peut utiliser en compensation de tout montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, tout montant payable au Canada par l'entrepreneur en vertu du contrat ou de tout autre contrat en cours. Le Canada peut, en effectuant un paiement en vertu du contrat, déduire du montant payable à l'entrepreneur tout montant qui est ainsi payable au Canada, qui en vertu du droit de compensation, peut être retenu par le Canada.

33 Avis

Tout avis prévu dans le contrat doit être donné par écrit et peut être livré personnellement, par messenger, par courrier, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique qui fournit un support papier du texte de l'avis. Il doit être envoyé à l'adresse de la partie qui en est le destinataire, selon le contrat. L'avis prend effet le jour de sa réception à cette adresse. Tout avis destiné au Canada doit être envoyé à l'autorité contractante.

34 Conflits d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique pour la fonction publique

L'entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la [Loi sur les conflits d'intérêts](#) 2006, ch. 9, art. 2, du *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne*



Demande de Proposition : 100021893

les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ou tout autre code de valeur et d'éthique en vigueur au sein d'organismes spécifiques ne peuvent bénéficier directement du contrat.

35 Pots-de-vin ou conflits

1. L'entrepreneur déclare qu'aucun pot-de-vin, cadeau, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera payé, donné, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur l'attribution ou la gestion du contrat.
2. L'entrepreneur ne doit pas influencer ou tenter d'influencer une décision du Canada, ni y prendre part de quelque façon que ce soit, en sachant que cette décision pourrait lui profiter. L'entrepreneur ne doit avoir aucun intérêt financier dans les affaires d'un tiers qui entraîne ou semble entraîner un conflit d'intérêts relativement au respect de ses obligations en vertu du contrat. Si un tel intérêt financier est acquis pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit le déclarer immédiatement à l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur déclare que, au mieux de sa connaissance après s'être renseigné avec diligence, aucun conflit n'existe ni ne se manifestera probablement dans l'exécution du contrat. Si l'entrepreneur prend connaissance de quelque chose qui entraîne ou qui entraînera probablement un conflit relativement à son rendement en vertu du contrat, il doit immédiatement en faire part à l'autorité contractante par écrit.
4. Si l'autorité contractante est d'avis qu'il existe un conflit par suite de la divulgation faite par l'entrepreneur ou par suite de toute autre information portée à son attention, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur prenne des mesures pour résoudre le conflit ou pour mettre fin à celui-ci d'une façon quelconque ou, à son entière discrétion, peut résilier le contrat pour inexécution. On entend par conflit toute question, circonstance ou activité ou tout intérêt qui touche l'entrepreneur, son personnel ou ses sous-traitants et qui peut nuire ou sembler nuire à la capacité de l'entrepreneur d'exécuter le travail avec diligence et impartialité.

36 Prorogation

Les obligations des parties concernant la confidentialité, les déclarations et les garanties prévues dans le contrat ainsi que les dispositions du contrat qu'il est raisonnable de présumer, en raison de la nature des droits et des obligations qui y sont prévus devraient demeurer en vigueur, demeurent applicables malgré l'expiration du contrat ou sa résiliation.

37 Dissociabilité

Si toute disposition du contrat est déclarée invalide, illégale ou non susceptible d'exécution par un tribunal compétent, cette disposition disparaîtra du contrat, sans affecter aucune autre disposition du contrat.

38 Successeurs et cessionnaires

Le contrat s'applique au bénéfice des successeurs et cessionnaires autorisés du Canada et de l'entrepreneur, et il lie ces derniers.

39 Honoraires conditionnels

L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et convient de ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du contrat à toute personne autre qu'un employé de l'entrepreneur remplissant les fonctions habituelles liées à son poste. Dans le présent article, « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à la soumission, à la négociation ou à l'obtention du contrat et « personne » comprend tout individu qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#), 1985, ch. 44 (4^e suppl.).

40 Sanctions internationales

1. Les personnes au Canada et les Canadiens et les Canadiennes à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter



la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux [sanctions économiques](#).

2. L'entrepreneur ne doit pas fournir au gouvernement du Canada un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
3. L'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la période du contrat. L'entrepreneur doit immédiatement aviser le Canada s'il est dans l'impossibilité d'exécuter le contrat suite à l'imposition de sanctions à un pays ou à une personne ou l'ajout de biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les parties ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, le contrat sera résilié pour des raisons de commodité par le Canada conformément à l'article 30.

41 Dispositions relatives à l'intégrité – contrat

La *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (la « Politique ») et toutes les directives connexes incorporées par renvoi dans la demande de soumissions à sa date de clôture sont incorporées au contrat et en font partie intégrante. L'entrepreneur doit respecter les dispositions de la Politique et des directives, lesquelles se trouvent sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada à l'adresse [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#).

42 Harcèlement en milieu de travail

1. L'entrepreneur reconnaît la responsabilité du Canada d'assurer à ses employés un milieu de travail sain et exempt de harcèlement. On peut trouver sur le site Web du Conseil du Trésor une copie de la [Directive sur la Prévention et la résolution du harcèlement et de la violence dans le lieu de travail](#) qui s'applique également à l'entrepreneur.
2. L'entrepreneur ne doit pas, en tant qu'individu, ou en tant qu'entité constituée ou non en personne morale, par l'entremise de ses employés ou de ses sous-traitants, harceler, maltraiter, menacer ou intimider un employé, un entrepreneur ou un autre individu employé par le Canada ou travaillant sous contrat pour celui-ci, ou exercer une discrimination contre lui. L'entrepreneur sera informé par écrit de toute plainte et aura le droit de répondre par écrit. Après avoir reçu la réponse de l'entrepreneur, l'autorité contractante déterminera, à son entière discrétion, si la plainte est fondée et décidera de toute mesure à prendre.

43 Exhaustivité de la convention

Le contrat constitue l'entente complète et unique intervenue entre les parties et remplace toutes les négociations, communications ou autres ententes, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne soient incorporées par renvoi au contrat. Seuls les engagements, représentations, déclarations et conditions qui figurent au contrat lient les parties.

44 Accès à l'information

Les documents créés par l'entrepreneur et qui relèvent du Canada sont assujettis aux dispositions de la [Loi sur l'accès à l'information](#). L'entrepreneur reconnaît les responsabilités du Canada en vertu de la [Loi sur l'accès à l'information](#) et doit, dans la mesure du possible, aider le Canada à s'acquitter de ces responsabilités. De plus, l'entrepreneur reconnaît que l'article 67.1 de la [Loi sur l'accès à l'information](#) stipule que toute personne qui détruit, modifie, falsifie ou cache un document ou ordonne à une autre personne de commettre un tel acte, dans l'intention d'entraver le droit d'accès prévu à la [Loi sur l'accès à l'information](#), est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement ou d'une amende, ou les deux.

45 Code de conduite pour l'approvisionnement – contrat

L'entrepreneur accepte de se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#) et d'être lié par ses dispositions pendant la période du contrat.



ANNEXE « B » ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1.0 Titre

Mieux comprendre les Canadiennes et les Canadiens pour améliorer l'expérience client.

2.0 Objectifs

La Division des perspectives des clients et Intelligence d'affaires (PCIA) d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) prévoit d'entreprendre des analyses de données sur la population canadienne afin de comprendre divers profils démographiques et leurs modes de vie. La réalisation de ces analyses permettra de mieux comprendre les comportements et les préférences de ces groupes et éclairera la conception des services et des programmes, la prestation des services et les stratégies de communication.

3.0 Énoncé de contexte

Pour la PCIA, la principale source d'information sur les attentes en matière de service et l'expérience client auprès d'EDSC est le Sondage annuel sur l'expérience client destiné aux personnes qui utilisent les services ou reçoivent les prestations du Ministère.

La PCIA cherche à améliorer sa compréhension de la diversité démographique canadienne afin de générer des renseignements qui peuvent éclairer la conception des politiques, des programmes et des services d'EDSC. Compte tenu du vaste mandat d'EDSC visant à servir tous les Canadiens, la PCIA entreprendra des analyses de différents segments de la population canadienne, comme les aînés, les jeunes, les minorités, les personnes en situation de handicap, les Autochtones, etc., afin de comprendre leurs caractéristiques sociales, économiques et géodémographiques, ainsi que les facteurs qui les influencent. Par conséquent, la PCIA doit avoir accès à un ensemble complet et à jour de variables de données (segmentées par code postal) comprenant des attributs sociaux, démographiques, comportementaux et psychographiques canadiens.

À la fin de ce contrat, la PCIA aura compilé des renseignements propres à divers profils ou groupes de clients qui aideront EDSC à prendre des décisions fondées sur des données probantes pour améliorer l'expérience client. Ces renseignements pourraient également aider à orienter les communications avec les Canadiennes et les Canadiens et les stratégies de communication avec les clients afin de joindre les groupes de clients qui sont admissibles aux prestations gouvernementales, mais qui n'en profitent peut-être pas. La modélisation de la population et les projections statistiques pourraient aider à déterminer la configuration du futur réseau de centres Service Canada.

4.0 Portée

EDSC exige que l'Entrepreneur fournisse de multiples ensembles de données intégrés provenant de sondages nationaux à vaste échantillonnage et d'autres sources représentatives de la population canadienne. Ceux-ci doivent mener à l'obtention de renseignements sur la population canadienne qui peuvent être analysés afin de présenter une compréhension approfondie de cette dernière, incluant divers facteurs comportementaux, psychographiques et géodémographiques. L'équipe de projet de la PCIA (environ six analystes/utilisateurs) doit également être en mesure d'utiliser les variables de données sur les clients d'EDSC pour procéder à des analyses comparant la population canadienne avec les groupes de clients ciblés et de déterminer les régions géographiques où les clients ne touchent pas de prestations actuellement. L'équipe de projet de la PCIA tirera parti des ensembles de données de l'Entrepreneur, de son expertise en analytique, de sa connaissance approfondie de la plateforme d'analyse et de ses services de soutien pour se concentrer sur des projets importants et urgents au nom d'EDSC.



Logiciel en tant que service. L'entrepreneur fournira une solution par l'intermédiaire d'un modèle de prestation de service de logiciel en tant que service (SaaS) permettant à EDSC d'accéder à la solution hébergée par l'entrepreneur et de l'utiliser.

Solution disponible sur le marché. L'EDSC reconnaît que la solution SaaS est une solution disponible dans le commerce fournie à d'autres clients. Dans le cadre de l'abonnement pour l'utilisation de la Solution, l'Entrepreneur accepte de mettre à la disposition d'EDSC toutes les caractéristiques et fonctionnalités incluses dans la version commercialement disponible de la Solution, et d'être responsable des services d'infrastructure de technologie de l'information accessoires et requis pour fournir la solution SaaS, le tout étant inclus dans le prix de l'abonnement.

Améliorations à la Solution et évolution : caractéristiques ou fonctionnalités.

L'EDSC reconnaît que la solution SaaS, l'application logicielle sous-jacente ou l'infrastructure associée peuvent évoluer au cours de la période contractuelle. L'Entrepreneur s'engage à continuer à fournir les Services en tant que Solution commercialement disponible, avec des fonctionnalités ou des caractéristiques dont les conditions ne sont matériellement pas moins favorables qu'au moment de l'attribution du contrat.

Les parties reconnaissent que la technologie et les modèles commerciaux évoluent rapidement et que toute solution SaaS fournie au début de la période contractuelle sera inévitablement différente de la Solution fournie à la fin de la période contractuelle et que la ou les méthodes par lesquelles la solution SaaS et tous les systèmes périphériques potentiels sont fournis à l'EDSC sont susceptibles de changer ou d'évoluer, et que, au moment de la conclusion du présent contrat, les parties ne peuvent pas envisager tous les biens ou services qui peuvent être fournis dans le cadre du présent contrat, autres que ceux qui seront liés à la livraison aux utilisateurs. Dans cette optique, les parties conviennent que :

a) L'Entrepreneur doit maintenir et améliorer continuellement la solution et l'infrastructure SaaS pendant toute la durée du contrat sur une base commercialement raisonnable, et doit fournir ces améliorations et perfectionnements à l'EDSC dans le cadre de l'abonnement de l'EDSC, sans ajustement de prix si ces améliorations et perfectionnements sont également offerts à d'autres clients sans frais supplémentaires.

b) Si l'Entrepreneur supprime des fonctions de l'offre commerciale de la solution SaaS et offre ces fonctions dans de nouveaux ou d'autres services ou produits, l'entrepreneur doit continuer à fournir ces fonctions à l'EDSC dans le cadre de l'abonnement de l'EDSC aux Services, selon les termes et conditions existants du Contrat, indépendamment du fait que ces autres services ou produits contiennent également des fonctions nouvelles ou supplémentaires. L'Entrepreneur n'est pas tenu de se conformer au présent paragraphe si la solution SaaS acquise par l'EDSC est toujours proposée par l'Entrepreneur parallèlement aux nouveaux services offerts à d'autres clients.

EDSC exige ce qui suit :

1) Service d'abonnement qui inclut :

a. Données :

- i. Accès à de multiples ensembles de données à grande échelle à jour et représentatifs de la population canadienne qui peuvent être examinés à divers niveaux géographiques (allant du niveau national jusqu'au code postal) et qui comprennent :
 - Données démographiques (p. ex. taille de la population, types de profession, revenu annuel, niveau de scolarité, situation familiale, nombre d'enfants et leur âge, sexe, âge, emplacement, type de propriété, etc.);
 - Données psychographiques (p. ex. les points de vue et les valeurs qui éclairent la prise de décisions des Canadiens et qui déterminent les facteurs sous-jacents du comportement);



- Données comportementales, y compris sur la consommation de médias et de nouvelles (p. ex. aperçu des différentes plateformes de médias sociaux utilisées par les Canadiens pour obtenir de l'information ou éclairer leur prise de décisions, médias traditionnels, préférences selon le type de programmation) et sur la façon dont les Canadiens recueillent et recherchent de l'information gouvernementale, etc.;
 - Données sur les attributs liés au mode de vie (habitudes d'achat, préférences et intérêts envers les modes de prestation, association aux marques et attitudes) à l'échelon des quartiers (pour faire la distinction avec la population canadienne);
 - Données financières* portant sur l'état de la situation financière des Canadiens, les attitudes financières, les comportements (y compris l'épargne, les placements, la dette, la littératie en matière de données, etc.) ainsi que des données relatives aux nouveaux arrivants (où ils habitent, la langue parlée, le niveau de scolarité, les valeurs, etc.).
- ii. Les points de données doivent comprendre le dernier recensement, l'Enquête sociale générale et les principales études publiées sur les comportements de consommation des médias et le mode de vie, et inclure des variables qui peuvent approfondir le comportement en matière de médias en fonction de la composition du ménage (p. ex. femme chef de ménage). Les données fournies au moment de l'adjudication du contrat et pendant toute la durée du contrat doivent être les plus récentes disponibles. Lorsque les données de base sont mises à jour par périodes de plus d'un an (p. ex. recensement), l'Entrepreneur utilise des techniques de modélisation statistiquement éprouvées pour prévoir les estimations actuelles et futures à court terme.
- b. Plateforme d'analyse qui fournit aux utilisateurs d'EDSC :
- i. La capacité d'effectuer des analyses et de créer des rapports à l'aide des ensembles de données fournis au moyen d'un fichier plat et d'une plateforme intuitive, sécurisée et indépendante du navigateur et du système d'exploitation.
 - ii. La capacité d'interroger les ensembles de données de l'Entrepreneur de façon indépendante et d'intégrer l'information aux données non classifiées des clients d'EDSC dans la plateforme de l'Entrepreneur afin d'obtenir des renseignements sur la population canadienne.
 - iii. Une page des résultats de l'analyse des données d'EDSC où les utilisateurs d'EDSC pourront compiler/enregistrer des analyses et des rapports provenant de la plateforme de l'Entrepreneur et créer des dossiers protégés par mot de passe pour permettre aux non-utilisateurs d'EDSC de consulter les cartes et les rapports créés (rapports dynamiques en lecture seule).
 - iv. Un soutien technique et un accès ininterrompu aux données et à toutes les fonctions de la plateforme.
 - v. Un préavis de toute maintenance planifiée ou mise à jour des données.
 - vi. L'Entrepreneur doit soumettre des accords de niveau de service (ENS) publiés qui décrivent les accords de niveau de service conformément à l'annexe F - Accords de niveau de service (ENS).



c. Soutien et formation qui comprennent :

- i. Des séances de formation d'introduction en classe virtuelle axées sur la plateforme ainsi que sur la méthode d'interrogation et la création de rapports;
- ii. des tutoriels libre-service, vidéos, outils et autres documents de formation existants afin de maximiser la capacité de l'utilisateur à générer les renseignements souhaités sur la population;
- iii. une formation personnalisée pour les utilisateurs d'EDSC (au moins deux fois par année contractuelle) qui met l'accent sur l'exploitation des données des fournisseurs propres aux cas d'utilisation d'EDSC;
- iv. un bloc d'au moins 40 heures de soutien pour chaque utilisateur d'EDSC au cours duquel il pourrait poser des questions au sujet de la plateforme et des données, pour parler à des analystes qui pourront vérifier leurs observations et leurs conclusions, interpréter les besoins et les questions d'EDSC et les transformer en demandes de renseignements et rapports; et
- v. des ressources disponibles pour fournir un soutien technique incluent Gestionnaire des comptes, Gestionnaire du projet et Analystes des données et des renseignements.

Les tâches des ressources pourraient inclure, mais ne sont pas limitées à :

Gestionnaire des comptes :

- a) *Assurer la liaison entre EDSC et l'Entrepreneur.*
- b) *Coordonner les réunions entre EDSC et l'équipe de projet de l'Entrepreneur.*
- c) *Comprendre les exigences opérationnelles d'EDSC et les traduire en exigences techniques.*
- d) *Comprendre les processus opérationnels et les priorités d'EDSC.*
- e) *Régler tous les problèmes soulevés par EDSC en assurant la coordination avec les équipes pertinentes au sein de l'organisation de l'Entrepreneur.*
- f) *Être le point de contact unique d'EDSC, y compris pour amorcer de nouvelles demandes de projet de recherche, des demandes de changement et la coordination entre les équipes de projet de l'Entrepreneur et d'EDSC.*
- g) *Rendre compte de l'avancement du projet à EDSC de façon continue et à des moments prévus du cycle de vie.*
- h) *Veiller à ce que le personnel de gestion d'EDSC reçoive de l'information précise sur le projet et des rapports d'état d'avancement.*

Gestionnaire du projet :

- a) *Planifier et coordonner les activités du projet.*
- b) *Donner des séances d'information sur les progrès et les préoccupations du projet.*
- c) *Élaborer, planifier, analyser, évaluer et classer en ordre de priorité les livrables et les exigences.*
- d) *Planifier, diriger et contrôler les activités d'une équipe de projet dans les délais et les paramètres de coût prévus.*
- e) *Rendre compte de l'avancement du projet de façon continue et à des moments prévus du cycle de vie.*
- f) *Préparer des plans, des graphiques, des tableaux et des diagrammes pour faciliter l'analyse ou la présentation des problèmes.*



- g) *Formuler et gérer des plans de projet en définissant les livrables, en déterminant les jalons clés et en examinant l'avancement du projet.*
- h) *Surveiller la conception, la mise en œuvre et le démarrage des activités de projet par rapport aux buts, objectifs et jalons établis.*
- i) *Veiller à ce que le personnel de gestion reçoive une information précise sur le projet et des rapports d'état d'avancement.*

Analystes des données et des renseignements :

- a) *Présenter les résultats des analyses statistiques, y compris des renseignements sous forme de graphiques, de diagrammes et de tableaux.*
- b) *Traiter de grandes quantités de données pour la modélisation statistique et l'analyse graphique à l'aide d'ordinateurs.*
- c) *Déterminer les relations entre les données et les tendances en matière de données, ainsi que tout facteur qui pourrait avoir une incidence sur les résultats de la recherche.*
- d) *Analyser et interpréter des données statistiques afin de cerner des différences importantes dans les relations entre les sources d'information.*
- e) *Préparer des estimations et des prévisions à l'aide de techniques statistiques.*
- f) *Préparer les données à traiter en organisant l'information, en vérifiant s'il y a des inexactitudes et en ajustant et pondérant les données brutes.*
- g) *Évaluer les méthodes et les procédures statistiques utilisées pour obtenir des données afin d'en assurer la validité, l'applicabilité, l'efficacité et l'exactitude.*
- h) *Évaluer les sources d'information afin de déterminer les limites en matière de fiabilité ou de convivialité.*

2) Sur demande, l'Entrepreneur devra fournir une variété de services de soutien, notamment :

- a) la capacité de tirer parti de l'expertise de l'Entrepreneur en matière d'analytique et de sa connaissance approfondie de la plateforme d'analyse et des services consultatifs, ce qui fournira à EDSC des analyses et des renseignements exploitables sur les clients;
- b) des spécialistes tels que définis dans la Partie A (Article c.v.). qui pourraient aider les utilisateurs d'EDSC; et
- c) des rapports écrits en format Excel ou PowerPoint et PDF.

Les exigences réelles, y compris les détails des services requis, seront incluses dans l'Autorisation de tâches.

4.1 Tâches

L'Entrepreneur doit entreprendre les tâches et les activités suivantes à la satisfaction du chargé de projet :

Tâches et activités	Calendrier	Inclus dans
a. L'Entrepreneur doit rencontrer le chargé de projet.	Dans la semaine suivant l'adjudication du contrat	le Service d'abonnement
b. L'Entrepreneur doit fournir un plan de formation et un	Dans la semaine	le Service



Demande de Proposition : 100021893

Tâches et activités	Calendrier	Inclus dans
dictionnaire des variables de données.	suivant l'adjudication du contrat	d'abonnement
c. L'Entrepreneur doit planifier la formation des utilisateurs désignés sur sa plateforme d'analyse des données.	Dans la semaine suivant la désignation des utilisateurs	le Service d'abonnement
d. L'Entrepreneur doit accorder l'accès à sa plateforme d'analyse des données et former les utilisateurs conformément au calendrier de formation convenu.	Dans la semaine suivant la désignation des utilisateurs	le Service d'abonnement
e. L'Entrepreneur doit fournir des ressources spécialisées capables d'offrir un soutien technique pour sa plateforme d'analyse de données et de l'expertise en matière d'analytique afin de maximiser les renseignements qui peuvent être tirés des données de façon continue.	Dès que les utilisateurs obtiennent l'accès	le Service d'abonnement
f. L'Entrepreneur doit créer la page des résultats de l'analyse des données d'EDSC.	Avant la formation des utilisateurs d'EDSC	le Service d'abonnement
g. Dans les cas où EDSC souhaite tirer parti de l'expertise de l'Entrepreneur pour effectuer des analyses des ensembles de données (élément 2.a) du paragraphe 4.0), l'Entrepreneur doit fournir une proposition de projet comprenant les objectifs, les jalons et les produits livrables, y compris les délais pour chaque demande d'EDSC afin de tirer parti de l'expertise de l'Entrepreneur en matière d'analytique.	Dans les deux semaines suivant la demande.	Inclus dans le Service d'abonnement et les Services professionnels (si les heures d'Abonnement sont toutes utilisées)
h. L'Entrepreneur doit, pour chaque demande de projet approuvée (voir la tâche « g. » ci-dessus), exécuter l'analyse et fournir à EDSC un rapport de projet dans un format convenu (p. ex. PowerPoint, Word, PDF, etc.) contenant des renseignements lisibles et exploitables qui sont pertinents à l'objet, à la portée et aux objectifs du projet.	Dans les délais convenus dans la proposition de projet.	Inclus dans le Service d'abonnement et les Services professionnels (si les heures d'Abonnement sont toutes utilisées)
i. L'Entrepreneur doit assister à toutes les réunions organisées par EDSC.	Au moment prévu	le Service d'abonnement et les Services professionnels

5.0 Contraintes

L'Entrepreneur doit :

- 1) S'assurer que les ensembles de données sont conformes à toutes les exigences législatives du gouvernement du Canada relatives à la collecte, à la conservation, à l'utilisation et à la divulgation de



données sur les Canadiens, y compris à la Loi sur la protection des renseignements personnels et à la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques.

- 2) Protéger les données d'EDSC contre l'exfiltration, l'accès ou les modifications non autorisés. Cela comprend la mise en œuvre et le maintien de mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées, y compris des politiques, des procédures et des contrôles de sécurité de l'information, afin de préserver la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données d'EDSC.
- 3) Être en mesure d'effectuer, au besoin, des analyses au nom d'EDSC, y compris l'intégration des données d'EDSC aux données de l'Entrepreneur, tout en respectant intégralement les lois canadiennes sur la protection des renseignements personnels.
- 4) Maintenir la confidentialité de tous les documents et renseignements exclusifs fournis par EDSC. Retourner tout le matériel ou toutes les données appartenant à EDSC, si EDSC fournit des données à l'Entrepreneur; l'Entrepreneur doit être disposé à fournir une attestation de suppression des données à la fin du contrat.
- 5) Attester qu'il a du personnel capable de fournir les services requis dans les deux langues officielles aux participants, au personnel d'EDSC et à toute autre personne au besoin.
- 6) Permettre à EDSC d'établir des connexions sécurisées aux services infonuagiques, notamment en assurant la protection des données en transit entre EDSC et le service infonuagique au moyen du protocole TLS 1.2 ou de versions subséquentes.

6.0 Réunions

L'Entrepreneur assistera aux réunions hebdomadaires, bimensuelles ou mensuelles convenues, ainsi qu'à des réunions spéciales convoquées par EDSC, ce qui permettra de s'assurer que tous les produits livrables du contrat sont achevés avec succès. Les méthodologies, la portée, les changements de données, les échéanciers de soutien du consultant et les progrès seront abordés lors de ces réunions. De plus, l'Entrepreneur organisera des réunions avec EDSC pour faire la démonstration de sa plateforme, présenter des rapports sommaires sur les données, et tenir des discussions supplémentaires axées sur l'amélioration de chaque produit livrable du projet dans le cadre du présent contrat, au besoin, afin de s'assurer que des rapports de qualité exigés sont produits à la satisfaction d'EDSC.

7.0 Déplacements

Aucun déplacement n'est requis.

8.0 Soutien à la clientèle et principaux intervenants

EDSC est chargé de :

- 1) Donner accès à toute information non classifiée pertinente d'EDSC ou du gouvernement du Canada (p. ex. données non classifiées, rapports, études et publications) ou aux ressources du savoir (p. ex. d'autres experts du gouvernement), selon le principe du « besoin de connaître » et seulement si nécessaire pour répondre à la demande de recherche d'EDSC .
- 2) Donner accès à un membre du personnel qui peut répondre aux demandes et coordonner les activités entre EDSC et l'Entrepreneur.



Demande de Proposition : 100021893

- 3) Fournir des commentaires ou de la rétroaction dans les dix (10) jours ouvrables suivant les demandes ou le partage de produits livrables par l'Entrepreneur.
- 4) Limiter l'accès à la plateforme d'analyse des données et à ses ensembles de données aux seuls utilisateurs certifiés qui ont la permission d'utiliser la plateforme, en reconnaissant que l'accès aux données se fait à l'échelle de l'organisation.
- 5) Détruire tous les fichiers plats fournis par l'Entrepreneur, le cas échéant, à la fin du contrat, à l'exception d'une copie, qui doit être conservée à des fins d'archivage ou de vérification (mais pour laquelle il n'y aura pas de permission d'accès).
- 6) Fournir d'autres formes d'aide et de soutien à l'Entrepreneur, au besoin.

9.0 Ressources et niveau d'effort

Pour les ressources et le niveau d'effort, voir les paragraphes « 4.1 Tâches » et « 10. Produits livrables, jalons et calendrier »

10.0 Produits livrables, jalons et calendrier

L'Entrepreneur doit achever les produits livrables suivants à la satisfaction du chargé de projet :

Services livrables et jalons	Calendrier	Inclus dans
1) Première réunion entre l'Entrepreneur et le chargé de projet, incluant une présentation qui donne un aperçu du fonctionnement de la plateforme d'analyse des données (avec ensembles de données).	Dans la semaine suivant la signature du contrat.	le Service d'abonnement
2) Première réunion entre l'Entrepreneur et les utilisateurs d'EDSC de la plateforme d'analyse des données de l'Entrepreneur, incluant une présentation qui donne un aperçu du fonctionnement de la plateforme d'analyse des données (avec ensembles de données).	Dans les deux (2) semaines suivant la signature du contrat.	le Service d'abonnement
3) Accorder à tous les utilisateurs d'EDSC l'accès à la plateforme d'analyse des données, y compris les ensembles de données (tous les problèmes de dépannage étant résolus par l'Entrepreneur).	Dans les dix (10) jours ouvrables suivant la signature du contrat.	le Service d'abonnement
4) Offrir de la formation à tous les utilisateurs désignés de la plateforme d'analyse des données de l'Entrepreneur à EDSC afin de leur permettre d'effectuer leurs propres analyses et de préparer des rapports.	Dans les deux (2) semaines suivant la fourniture des noms d'utilisateur par EDSC ou dans les deux (2) semaines suivant la demande de changement d'utilisateur d'EDSC.	le Service d'abonnement



Demande de Proposition : 100021893

Services livrables et jalons	Calendrier	Inclus dans
5) Établir une page des résultats de l'analyse des données d'EDSC pour compiler/enregistrer les analyses et les rapports d'EDSC	Avant la formation des utilisateurs d'EDSC	le Service d'abonnement
6) Offrir une formation personnalisée adaptée aux besoins d'EDSC pour l'aider à mieux comprendre ses clients.	Au moins deux séances.	le Service d'abonnement
7) Un plan et une stratégie de projet achevés pour répondre à chaque demande de données d'EDSC afin de tirer parti de l'expertise de l'Entrepreneur.	Dans les deux (2) semaines suivant la demande d'EDSC.	Inclus dans le Service d'abonnement et les Services professionnels (si les heures d'Abonnement sont toutes utilisées)
8) L'Entrepreneur fournira une analyse approfondie et détaillée de ses données canadiennes, incluant les groupes de clients et les profils pour chaque projet de recherche.	Dans la semaine suivant l'approbation du plan de projet de recherche.	Inclus dans le Service d'abonnement et les Services professionnels (si les heures d'Abonnement sont toutes utilisées)
9) Achèvement d'une ébauche de rapport de projet avec l'Entrepreneur couvrant toutes les analyses et présentation du rapport à l'équipe de projet de la PCIA.		Inclus dans le Service d'abonnement et les Services professionnels (si les heures d'Abonnement sont toutes utilisées)
10) Achèvement du rapport de projet avec l'Entrepreneur, incluant toute révision de l'ébauche du rapport de projet (décrite au point 8 ci-dessus) et présentation du rapport à EDSC.	Dans la semaine suivant la remise de la liste des révisions par EDSC.	Inclus dans le Service d'abonnement et les Services professionnels (si les heures d'Abonnement sont toutes utilisées)

11.0 Lieu de travail

Le travail doit être effectué au lieu d'affaires de l'Entrepreneur et les produits doivent être livrés au moyen d'outils en ligne et dans le service infonuagique auxquels EDSC et l'Entrepreneur auront accès.



ANNEXE « C » BASE DE PAIEMENT

1. Solution de logiciel en tant que service (SaaS) – Abonnement annuel

Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Période	Prix unitaires annuels fermes <i>*frais d'abonnement annuel</i>	
	Pour 6 utilisateurs	Un utilisateur additionnel
Période initiale		
Période d'option - 1		
Période d'option - 2		
Période d'option - 3		

2. Services Professionnels (tels qu'identifiés dans la Section 4.0 Portée de l'énoncé des travaux)

Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Période	Description	Taux horaire ferme, \$
Période initiale	Gestionnaire des comptes, Gestionnaire du projet, Analystes des données et des renseignements	
Période d'option - 1	Gestionnaire des comptes, Gestionnaire du projet, Analystes des données et des renseignements	
Période d'option - 2	Gestionnaire des comptes, Gestionnaire du projet, Analystes des données et des renseignements	
Période d'option - 3	Gestionnaire des comptes, Gestionnaire du projet, Analystes des données et des renseignements	



ANNEXE « D » FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHE (AT)				
ENTREPRENEUR :		NUMÉRO DU CONTRAT :		
N° DE L'AUTORISATION DE TACHE(AT) : 450000XXXX		DATE:		
CODAGE FINANCIER :		MODIFICATION:		
INFORMATIONS CONCERNANT LA MODIFICATION (Si applicable) : La modification No. ** est exercée pour... La modification No. ** est exercée pour... *Tous les autres termes et conditions demeurent les mêmes*				
1. ÉNONCÉ TRAVAUX (ACTIVITÉS, ATTESTATIONS ET LIVRABLES)				
CONTEXTE				
TÂCHES				
PRODUITS LIVRABLES				
L'autorité contractante: Email :				
L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.				
<u>VEUILLEZ ENVOYER LES FACTURES À :</u> Le chargé(e) de projet: Email :				
Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.				
2. Période De Services:		Début :	Fin:	
3. Lieu De Travail:				
4. Exigence de Déplacements				
5. Exigence Linguistique:				
6. Cote De Sécurité Requise				
7. Détails des coûts :				
Catégorie	Nom De La Ressource	Taux horaire (\$)	Nombre estimatif d'heures	Coût total (\$)
Coût Estimatif (\$)				



Demande de Proposition : 100021893

Les Taxes Applicables		
Total du Coût		
Frais de déplacement et de subsistance		
Prix Maximum de L'AT		
8. SIGNATURES		
Chargé(e) de projet:	Signature:	Date:
L'autorité contractante:	Signature:	Date:
Choisissez-en un : <input type="checkbox"/> L'entrepreneur accepte l'autorisation de tâche <input type="checkbox"/> L'entrepreneur n'accepte pas l'autorisation de tâche		
Nom du représentant de l'entrepreneur ayant la délégation de signature (en caractères d'imprimerie)	Titre du représentant de l'entrepreneur ayant la délégation de signature (en caractères d'imprimerie)	Date:
Signature:		



ANNEXE « E » INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le Canada demande que les soumissionnaires remplissent l'option 1 ou 2 ci-dessous :

1. Les instruments de paiement électronique seront acceptés pour le paiement des factures.

Les instruments de paiement électronique suivants sont acceptés :

- Dépôt direct (national et international) ;

2. Les instruments de paiement électronique ne seront pas acceptés pour le paiement des factures.

Le soumissionnaire n'est pas obligé d'accepter les paiements effectués à l'aide d'instruments de paiement électronique.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.



ANNEXE « F » ENTENTE DE NIVEAU DE SERVICE (ENS)

Les soumissionnaires doivent soumettre des ententes de niveau de service (ENS) qui décrivent les accords de niveau de service.

Les engagements de niveau de service (détaillés dans les accords de niveau de service publiés) doivent fournir aux clients commerciaux un support qui comprend, au minimum, tout support publié et commercialement disponible (c'est-à-dire la garantie, la maintenance et les services de support) généralement fourni aux clients qui fournissent le SaaS.

Les ententes de niveau de service peuvent consister en un document unique qui s'applique à toutes les solutions SaaS ou peuvent consister en plusieurs documents spécifiques aux solutions SaaS. Si un soumissionnaire soumet plusieurs documents ENS spécifiques aux solutions SaaS, il doit clairement définir la solution SaaS et les prix plafonds correspondants auxquels l'ENS s'applique. Si les termes de l'ENS sont déjà spécifiés dans les conditions d'utilisation de SaaS, il n'est pas nécessaire de les dupliquer. Voici des exemples de termes qui peuvent être abordés dans l'ENS du soumissionnaire :

- a) période pendant laquelle le soumissionnaire assurera le support des utilisateurs SaaS;
- b) coordonnées et procédures d'accès à l'assistance;
- c) procédures de résolution des problèmes;
- d) les temps de réponse;
- e) procédures sur la manière et le moment de répondre à toutes les communications par téléphone, télécopie ou courriel;
- f) la disponibilité du site Web de soutien pour les utilisateurs canadiens (p. ex. 24 heures par jour, 365 jours par année et 99,9 % du temps); et
- g) les droits de maintenance (p. ex. les correctifs, les mises à jour, les versions majeures et mineures, etc.).



Demande de Proposition : 100021893

PIÈCE JOINTE 1 À LA PARTIE 3 - BARÈME DE PRIX

Les soumissionnaires doivent soumettre leur offre financière conformément au barème de prix suivante.

Le prix total de la soumission financière sera calculé selon l'équation suivante :

$$\text{Prix total de la soumission financière} = (0,7 \times A) + (0,3 \times B)$$

1. Solution de logiciel en tant que service (SaaS) – Abonnement annuel

Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Période	Prix unitaires annuels fermes <i>*frais d'abonnement annuel</i>		
	Pour 6 utilisateurs	Un utilisateur additionnel	Sous-totaux
Période initiale	A1.1 \$ ____	A1.2 \$ ____	A1 \$ _____ (A1 = A1.1 + A1.2)
Période d'option - 1	A2.1 \$ ____	A2.2 \$ ____	A2 \$ _____ (A2 = A2.1 + A2.2)
Période d'option - 2	A3.1 \$ ____	A3.2 \$ ____	A3 \$ _____ (A3 = A3.1 + A3.2)
Période d'option - 3	A4.1 \$ ____	A4.2 \$ ____	A4 \$ _____ (A4 = A4.1 + A4.2)
(A) Total frais d'abonnement annuel pour la solution de logiciel en tant que service (SaaS) (somme de A1 à A4):			(A) \$ _____

2. Services Professionnels (tels qu'identifiés dans la Section 4.0 Portée de l'énoncé des travaux)

Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

En ce qui concerne le "niveau d'effort estimé" indiqué ci-dessous, le nombre d'heures estimé est destiné à des fins d'évaluation uniquement pendant le processus d'appel d'offres et ne représente pas un engagement de l'utilisation future.

Période	Niveau d'effort estimé, heures	Description	Taux horaire ferme, \$
Période initiale	200	Gestionnaire des comptes, Gestionnaire du projet, Analystes des données et des renseignements	B1 \$ _____
Période d'option - 1	200	Gestionnaire des comptes, Gestionnaire du projet, Analystes des données et des renseignements	B2 \$ _____
Période d'option - 2	200	Gestionnaire des comptes, Gestionnaire du projet, Analystes des données et des renseignements	B3 \$ _____
Période d'option - 3	200	Gestionnaire des comptes, Gestionnaire du projet, Analystes des données et des renseignements	B4 \$ _____
(B) Total services professionnels (somme d'B1 à B4)			(B) \$ _____



PIÈCE JOINTE 1 À LA PARTIE 4 « CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS »

1 Critères techniques obligatoires

La soumission doit répondre aux critères techniques obligatoires précisés dans le tableau ci-dessous. Le Soumissionnaire doit fournir les documents nécessaires afin de démontrer le respect de cette exigence. Les soumissions qui ne répondent pas aux critères techniques obligatoires ci-dessous seront déclarées irrecevables. Chaque critère technique obligatoire doit être traité séparément.

Critères techniques obligatoires (CTO)				
Numéro du critère	Description	Numéro de page/ paragraphe	Respecté	Non respecté
CTO1	<p>Données exhaustives sur la population canadienne :</p> <p>a) Le Soumissionnaire doit offrir des données intégrables provenant d'un grand échantillon, d'enquêtes nationales et d'autres sources qui sont représentatives de la population canadienne et qui aident à obtenir des renseignements sur la population canadienne. Les ensembles de données doivent comprendre des variables démographiques, psychographiques, comportementales et sociales (y compris le mode de vie). Parmi les variables de données présentant un intérêt particulier, il y a les habitudes de consommation des médias, le mode de vie, le revenu, la structure familiale, la taille et le type de ménage, la profession, la diversité ethnique, la participation au marché du travail, l'utilisation d'appareils et les valeurs sociales.</p> <p>b) Le Soumissionnaire doit offrir des segments ou des profils canadiens qui correspondent aux modes de vie canadiens.</p> <p>c) Les données relatives aux points a) et b) ci-dessus doivent provenir des dernières éditions du recensement, de l'Enquête sociale générale et des principales études publiées qui sont représentatives de la population canadienne ayant un niveau élevé de confiance (sur les comportements et le mode de vie) et inclure des variables qui peuvent donner plus d'information sur le comportement en matière de médias en fonction de la composition du ménage (p. ex. femme chef de ménage)</p> <p>d) Les données doivent être exclusivement canadiennes, avoir une couverture pancanadienne (nationale) et être représentatives de la population canadienne.</p> <p>e) Les données doivent contenir des valeurs historiques pour les variables rendant possibles des projections démographiques et démographiques pour une</p>			



Demande de Proposition : 100021893

Critères techniques obligatoires (CTO)				
Numéro du critère	Description	Numéro de page/ paragraphe	Respecté	Non respecté
	<p>période allant jusqu'à 10 ans.</p> <p>f) Toutes les données doivent avoir un identificateur géospatial et pouvoir être liées ou intégrées de manière à respecter la vie privée, au moyen d'un code postal à six chiffres.</p>			
CTO2	<p>Gestion, gouvernance, protection des renseignements personnels et sécurité des données</p> <p>a) Les ensembles de données doivent être à jour et mis à jour régulièrement (au moins une fois par année).</p> <p>b) Le Soumissionnaire doit démontrer que la collecte, le stockage, l'utilisation et la divulgation des ensembles de données fournis à EDSC sont entièrement conformes aux lois et aux règlements canadiens sur la protection des renseignements personnels, y compris la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques (LPRPDE)</i> et la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>.</p> <p>c) Les ensembles de données doivent être intégrés à la plateforme d'analyse du Soumissionnaire et être extractibles dans un format (p. ex., un fichier plat) qui peut être importé dans d'autres outils de renseignement opérationnel, tels que Power BI, MS Excel, SAS et Cognos.</p> <p>d) Le Soumissionnaire doit démontrer qu'il suit des politiques de gouvernance des données, ce que viendront confirmer des audits annuels.</p> <p>e) Le Soumissionnaire doit démontrer qu'il a mis en place des politiques pour assurer la protection des données, des analyses et des rapports d'EDSC, y compris pour la page de stockage des résultats mentionnée au CTO4 ci-dessous, et définies à la section 5. Contraintes (sous-éléments 2 et 5) de l'énoncé des travaux.</p> <p>f) Le Soumissionnaire doit démontrer que des plans de continuité des activités et de reprise après sinistre sont en place.</p> <p>g) Le soumissionnaire doit démontrer que ses pratiques de modélisation statistique, y compris pour l'échantillonnage, l'imputation, l'analyse de la corrélation et de l'association, l'établissement de valeurs aberrantes et la réalisation de projets pour l'avenir, sont fondées sur des méthodes statistiques et scientifiques bien établies et que leur justification</p>			



Demande de Proposition : 100021893

Critères techniques obligatoires (CTO)				
Numéro du critère	Description	Numéro de page/ paragraphe	Respecté	Non respecté
	<p>de toute hypothèse utilisée est fondée sur un raisonnement scientifique et sur les normes en vigueur de l'industrie. Le Soumissionnaire doit fournir un modèle de données pour chaque ensemble de données ainsi qu'un dictionnaire de données expliquant les variables de l'ensemble de données.</p> <p>Pour démontrer la conformité à ce critère, le soumissionnaire doit fournir la documentation pertinente OU le nom et le CV du personnel de direction responsable de la mise en œuvre de la modélisation statistique dont le niveau d'expertise est requis pour obtenir un minimum de 75 points lorsqu'il est évalué conformément à la section de surveillance statistique de la grille flexible.</p> <p>h) Le soumissionnaire doit fournir un modèle de données pour chaque ensemble de données ainsi qu'un dictionnaire de données expliquant les variables dans l'ensemble de données.</p> <p>i) Le Soumissionnaire doit fournir pour chaque ensemble de données un document d'aperçu résumant le contenu de l'ensemble de données, y compris la source, la taille, le niveau de granularité, la longueur historique, l'actualité et le type de modélisation statistique utilisée, le cas échéant.</p> <p>j) Le Soumissionnaire doit fournir à EDSC un calendrier des mises à jour prévues des données fournies à EDSC ainsi que de toute activité de maintenance périodique qui pourrait avoir une incidence sur l'accès qu'aura EDSC aux données.</p>			
CTO3	<p>Plateforme de données et d'analyse :</p> <p>Le Soumissionnaire doit offrir une plateforme d'analyse qui :</p> <p>a) Est dotée d'une interface utilisateur avec fonctions glisser-déposer et tableau de bord interactif;</p> <p>b) Est sécurisée et basée dans le nuage, ainsi qu'indépendante du navigateur et du système d'exploitation (le Soumissionnaire doit divulguer les politiques de sécurité de l'entreprise);</p> <p>c) Dispose d'un outil de rapport intuitif qui produit des rapports prêts à être présentés et n'exige pas que les utilisateurs soient des experts en sciences des</p>			



Demande de Proposition : 100021893

Critères techniques obligatoires (CTO)				
Numéro du critère	Description	Numéro de page/ paragraphe	Respecté	Non respecté
	<p>données;</p> <p>d) Permet une interrogation facile de la segmentation géodémographique des données démographiques nationales jusqu'aux codes postaux à six chiffres;</p> <p>e) Permet la mise en commun 1) d'analyses et de rapports avec d'autres utilisateurs à des fins de collaboration, et 2) de rapports à présenter à des non-utilisateurs dans l'ensemble du Ministère;</p> <p>f) Permet l'intégration des données administratives non classifiées d'EDSC et des données sur les clients avec les données du Soumissionnaire afin de comparer les clients d'EDSC et la population générale;</p> <p>g) Fournit des fonctions de production de rapports, telles que des graphiques complets, des cartes géospatiales, des cartes de densité et d'autres outils de visualisation des données;</p> <p>h) Dispose d'outils de modélisation de segmentation intégrés; et</p> <p>i) Fournit des analyses statistiques des relations entre les variables.</p>			
CTO4	<p>Stockage des résultats :</p> <p>Le Soumissionnaire doit fournir la page des résultats de l'analyse des données d'EDSC utilisée pour compiler les analyses et les rapports provenant du produit de l'Entrepreneur, y compris la capacité pour les utilisateurs d'EDSC de créer des dossiers protégés par mot de passe permettant aux non-utilisateurs d'EDSC de consulter les cartes et les rapports créés par les utilisateurs d'EDSC (rapports dynamiques en lecture seule avec protection par mot de passe)</p>			



Demande de Proposition : 100021893

Critères techniques obligatoires (CTO)				
Numéro du critère	Description	Numéro de page/ paragraphe	Respecté	Non respecté
CTO5	<p>Soutien et formation :</p> <p>a) Le Soumissionnaire doit démontrer sa capacité à fournir à EDSC un soutien par téléphone et par courriel pendant les heures de travail, soit de 8 h à 20 h (HE), pour aider à identifier et à résoudre les problèmes techniques.</p> <p>b) Le Soumissionnaire doit démontrer sa capacité à fournir la formation requise décrite à la section 4.0 (Portée) de l'énoncé des travaux.</p> <p>c) La proposition comprend au moins 40 heures de services de support par utilisateur dans le cadre des services d'abonnement, comme indiqué à la section 4.0 Portée, article 1 « services de souscription » de l'énoncé des travaux.</p>			
CTO6	<p>Proposition :</p> <p>Le Soumissionnaire doit fournir une proposition qui démontre son approche prévue pour atteindre les objectifs énoncés à la section 2.0 de l'énoncé des travaux d'une manière qui cadre avec la portée énoncée à la section 4.0 et les tâches de la section 5.0. La proposition sera évaluée pour en déterminer l'exhaustivité, la clarté et la réalisabilité, comme le démontre une structure mise en correspondance avec les sections suivantes décrites dans l'énoncé des travaux :</p> <p>2.0 Objectifs 4.0 Portée 5.0 Tâches 10.0 Produits livrables, jalons et calendrier</p> <p>L'expérience requise doit être démontrée au moyen d'un ou de plusieurs projets référencés et chaque projet référencé doit avoir une durée minimale de trois (3) mois pour être accepté. Le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :</p> <p>1. Nom et description de l'organisation cliente 2. Titre du projet; 3. Portée, objectif, taille en dollars et en ressources; Date de début et de fin du ou des projets (si la date de fin s'applique), y compris le mois et l'année.</p> <p>Le Soumissionnaire doit démontrer qu'il a de l'expérience dans la prestation de produits de données et de services de soutien semblables aux exigences du présent contrat au secteur privé, public et sans but lucratif en énumérant où, quand et à qui ces services ont été fournis au cours des cinq dernières années. Il doit</p>			



Demande de Proposition : 100021893

Critères techniques obligatoires (CTO)				
Numéro du critère	Description	Numéro de page/ paragraphe	Respecté	Non respecté
	avoir fourni des services à au moins quatre autres ministères clients.			
CTO7	<p>Plan de ressources :</p> <p>1. Le Soumissionnaire doit présenter un plan des ressources avec le curriculum vitæ détaillé de chacune des ressources humaines proposées, pour montrer que chaque ressource répond aux exigences obligatoires minimales décrites dans la grille flexible ci-dessous (études, titres professionnels et expérience de travail) pour les catégories de ressources suivantes :</p> <p>Gestionnaire des comptes :</p> <p>a) Assurer la liaison entre EDSC et l'Entrepreneur. b) Coordonner les réunions entre EDSC et l'équipe de projet de l'Entrepreneur. c) Comprendre les exigences opérationnelles d'EDSC et les traduire en exigences techniques. d) Comprendre les processus opérationnels et les priorités d'EDSC. e) Régler tous les problèmes soulevés par EDSC en assurant la coordination avec les équipes pertinentes au sein de l'organisation de l'Entrepreneur. f) Être le point de contact unique d'EDSC, y compris pour amorcer de nouvelles demandes de projet de recherche, des demandes de changement et la coordination entre les équipes de projet de l'Entrepreneur et d'EDSC. g) Rendre compte de l'avancement du projet à EDSC de façon continue et à des moments prévus du cycle de vie. h) Veiller à ce que le personnel de gestion d'EDSC reçoive de l'information précise sur le projet et des rapports d'état d'avancement.</p> <p>Gestionnaire du projet :</p> <p>a) Planifier et coordonner les activités du projet. b) Donner des séances d'information sur les progrès et les préoccupations du projet. c) Élaborer, planifier, analyser, évaluer et classer en ordre de priorité les livrables et les exigences. d) Planifier, diriger et contrôler les activités d'une équipe de projet dans les délais et les paramètres de coût prévus. e) Rendre compte de l'avancement du projet de façon continue et à des moments prévus du</p>			



Demande de Proposition : 100021893

Critères techniques obligatoires (CTO)				
Numéro du critère	Description	Numéro de page/ paragraphe	Respecté	Non respecté
	<p><i>cycle de vie.</i></p> <p>f) <i>Préparer des plans, des graphiques, des tableaux et des diagrammes pour faciliter l'analyse ou la présentation des problèmes.</i></p> <p>g) <i>Formuler et gérer des plans de projet en définissant les livrables, en déterminant les jalons clés et en examinant l'avancement du projet.</i></p> <p>h) <i>Surveiller la conception, la mise en œuvre et le démarrage des activités de projet par rapport aux buts, objectifs et jalons établis.</i></p> <p>i) <i>Veiller à ce que le personnel de gestion reçoive une information précise sur le projet et des rapports d'état d'avancement.</i></p> <p>Analystes des données et des renseignements :</p> <p>a) <i>Présenter les résultats des analyses statistiques, y compris des renseignements sous forme de graphiques, de diagrammes et de tableaux.</i></p> <p>b) <i>Traiter de grandes quantités de données pour la modélisation statistique et l'analyse graphique à l'aide d'ordinateurs.</i></p> <p>c) <i>Déterminer les relations entre les données et les tendances en matière de données, ainsi que tout facteur qui pourrait avoir une incidence sur les résultats de la recherche.</i></p> <p>d) <i>Analyser et interpréter des données statistiques afin de cerner des différences importantes dans les relations entre les sources d'information.</i></p> <p>e) <i>Préparer des estimations et des prévisions à l'aide de techniques statistiques.</i></p> <p>f) <i>Préparer les données à traiter en organisant l'information, en vérifiant s'il y a des inexactitudes et en ajustant et pondérant les données brutes.</i></p> <p>g) <i>Évaluer les méthodes et les procédures statistiques utilisées pour obtenir des données afin d'en assurer la validité, l'applicabilité, l'efficacité et l'exactitude.</i></p> <p>h) <i>Évaluer les sources d'information afin de déterminer les limites en matière de fiabilité ou de convivialité.</i></p>			



1.1 Grille flexible pour les ressources

Grille flexible pour les ressources		
Catégorie de ressource	Description	Note
Gestionnaire des comptes	<p>Niveaux d'expertise : Points minimums requis : 80 pts</p> <p>Études dans la catégorie des experts-conseils</p> <ul style="list-style-type: none"> • Université (doctorat, études supérieures, ou de premier cycle) : 35 points • Certificat ou diplôme d'un collège communautaire ou d'un cégep : 25 points <p>Certification professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Certification professionnelle pertinente : 15 points <p>Expérience pertinente dans la catégorie des experts-conseils</p> <ul style="list-style-type: none"> • ≥1 an et <5 ans : De 12 à 59 mois—30 points • ≥5 ans et <10 ans : De 60 à 119 mois—45 points • ≥10 ans : 120 mois et plus—60 points 	<p>Points minimums requis: 80 pts</p> <p>___/110</p>
Gestionnaire de projet	<p>Niveaux d'expertise : Points minimums requis : 80 pts</p> <p>Études dans la catégorie des experts-conseils</p> <ul style="list-style-type: none"> • Université (doctorat, études supérieures, ou de premier cycle) : 35 points • Certificat ou diplôme d'un collège communautaire ou d'un cégep : 25 points <p>Certification professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Certification professionnelle pertinente : 15 points <p>Expérience pertinente dans la catégorie des experts-conseils</p> <ul style="list-style-type: none"> • ≥1 an et <5 ans : De 12 à 59 mois—30 points • ≥5 ans et <10 ans : De 60 à 119 mois—45 points • ≥10 ans : 120 mois et plus—60 points 	<p>Points minimums requis: 80 pts</p> <p>___/100</p>
Analystes des données et des renseignements	<p>Niveaux d'expertise : Points minimums requis : 95 pts</p> <p>Études dans la catégorie des experts-conseils</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme d'études supérieures ou plus : 35 points • Diplôme de premier cycle : 25 points <p>Certification professionnelle Certification professionnelle pertinente : 10 points</p> <p>Expérience pertinente dans la catégorie des experts-conseils</p> <ul style="list-style-type: none"> • ≥2 ans et <4 ans : De 24 à 47 mois — 30 points 	<p>Points minimums requis : 95 pts</p> <p>___/105</p>



Demande de Proposition : 100021893

Grille flexible pour les ressources		
Catégorie de ressource	Description	Note
	<ul style="list-style-type: none"> • ≥ 4 ans et < 6 ans : De 48 à 71 mois — 35 points • ≥ 6 ans et < 10 ans : De 72 à 119 mois — 45 points • ≥ 10 ans : 120 mois et plus — 60 points 	
Surveillance statistique	<p>Niveaux d'expertise :</p> <p>Points minimums requis : 75 pts</p> <p>Éducation (statistiques, démographie, statistiques sociales, statistiques comportementales, épidémiologie, actuariat, psephologie ou domaines similaires avec une analyse statistique significative de la population et de ses comportements):</p> <ul style="list-style-type: none"> • Doctorat 45 pts • Diplôme d'études supérieures: 35 pts <p>Expérience pertinente dans le rôle de surveillance statistique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 à 19 ans: 120 + mois - 30 pts (5 points supplémentaires pour une expérience pertinente dans un contexte gouvernemental) • 20 à 29: 40 pts (5 points supplémentaires pour une expérience pertinente dans un cadre gouvernemental) • Sur 30 ans :60 pts (5 points supplémentaires pour une expérience pertinente dans un cadre gouvernemental) 	<p>Points minimums requis : 75 pts</p> <p>___/110</p>



Demande de Proposition : 100021893

2. Critères techniques cotés

Les soumissions qui répondent à tous les critères techniques obligatoires seront évaluées et cotées selon les critères qui figurent dans les tableaux ci-dessous. Les soumissions qui n'obtiennent pas le nombre minimal de points requis précisé seront déclarées irrecevables.

Critères techniques cotés (CTC)			
Aux fins des critères techniques cotés ci-dessous, l'expérience du Soumissionnaire sera prise en compte.			
N° du critère	Description(s)	Note	Numéro de page/numéro de paragraphe
CTC1	<p>PROPOSITION Sera évaluée en fonction des critères cotés suivants : (Maximum de 20 points)</p> <p>La documentation de la proposition soumise en réponse au CTO6 sera évaluée pour son exhaustivité, sa clarté et sa faisabilité, comme démontré par l'utilisation d'une structure correspondant aux sections suivantes, décrite dans l'énoncé des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. 2.0 Objectifs b. 4.0 Portée c. 4.1 Tâches d. 5.0 Contraintes e. 10.0 Produits livrables, jalons et calendrier 	/20	
	<p>CTC1 : Explication des points disponibles : PROPOSITION</p> <p><u>Non acceptable (0 point) :</u> Les renseignements fournis étaient inadéquats ou insuffisants.</p> <p><u>Limitée (10 points) :</u> Critère abordé, mais la soumission ne contient pas assez de renseignements ou n'est pas acceptable sur le plan technique. Les détails fournis concernant l'expérience du Soumissionnaire sont insuffisants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En ce qui concerne le CTO1, la proposition du Soumissionnaire indique les ensembles de données, mais pas clairement les renseignements sur les attributs recherchés dans la section Portée de l'énoncé des travaux. • En ce qui concerne le CTO3 et le CTO4, la proposition du Soumissionnaire indique une plateforme d'analyse qui répond à certaines des exigences mentionnées dans la section Portée de l'énoncé des travaux, mais PAS à toutes. • En ce qui concerne le CTO2, la proposition du Soumissionnaire indique les politiques et les pratiques liées à la gouvernance des données, à la sécurité et à la protection des renseignements personnels, mais elles sont inadéquates pour répondre aux besoins d'EDSC, comme il est indiqué dans les sections Portée et Contraintes de l'énoncé des travaux. • Les tâches, les produits livrables et les échéanciers sont inclus dans la proposition, mais ne sont pas clairs ou ne correspondent pas aux éléments énumérés aux sections 4.1 et 10.0 de l'énoncé des travaux. <p><u>Bonne (15 points) :</u> La proposition comprend suffisamment de détails et de documents sur le projet :</p>		



	<ul style="list-style-type: none"> • En ce qui concerne le CTO1, la proposition du Soumissionnaire décrit clairement les ensembles de données et les renseignements sur tous les attributs recherchés dans la section Portée de l'énoncé des travaux. • En ce qui concerne les CTO3 et CTO4, la proposition du Soumissionnaire indique une plateforme d'analyse qui répond à toutes les exigences mentionnées dans la section Portée de l'énoncé des travaux. • En ce qui concerne le CTO2, la proposition du Soumissionnaire indique les politiques et les pratiques liées à la gouvernance des données, à la sécurité et à la protection des renseignements personnels qui sont adéquates pour répondre aux besoins d'EDSC, comme il est indiqué dans les sections Portée et Contraintes de l'énoncé des travaux. • Les tâches, les produits livrables et les échéanciers sont clairement présentés et correspondent aux éléments énumérés aux sections 4.1 et 10.0 de l'énoncé des travaux. <p><u>Excellente (20 points) :</u> La proposition comprend tous les détails :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En ce qui concerne le CTO1, la proposition du Soumissionnaire indique clairement les ensembles de données et les renseignements sur tous les attributs recherchés dans la section Portée de l'énoncé des travaux et offre de la souplesse pour inclure des ensembles de données et des attributs supplémentaires. • En ce qui concerne les CTO3 et CTO4, la proposition du Soumissionnaire indique une plateforme d'analyse qui répond à toutes les exigences mentionnées dans la section Portée de l'énoncé des travaux. • En ce qui concerne le CTO2, la proposition du Soumissionnaire indique les politiques, les pratiques et l'expertise liées à la gouvernance des données, à la sécurité et à la protection des renseignements personnels qui sont adéquates pour répondre aux besoins d'EDSC, comme il est indiqué dans les sections Portée et Contraintes de l'énoncé des travaux. Un plan clair de résolution des incidents et de gestion des risques est établi. • Les tâches, les produits livrables et les échéanciers sont bien décrits et accompagnés de calendriers clairement définis et ils correspondent aux éléments énumérés aux sections 4.1 et 10.0 de l'énoncé des travaux. • La proposition du Soumissionnaire démontre une approche adaptable pour travailler avec EDSC, et des exemples sont fournis. • La proposition comprend un soutien qui dépasse 40 heures par utilisateur dans le cadre des services d'abonnement.
<p>CTC1: PROPOSITION</p>	<p>Total de points : 20 Nombre minimal de points requis : 10</p>